

# Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes

sous la direction de  
Mounia Bennani-Chraïbi  
Olivier Fillieule

PRESSES DE SCIENCES PO

## Chapitre 8

### Parcours, cercles et médiations à Casablanca Tous les chemins mènent à l'action associative de quartier \*

Par différents cheminements, un ensemble d'acteurs marocains s'est converti à un même modèle d'engagement. Celui-ci se caractérise par le passage du projet idéologique global, totalisant le sens, hiérarchisant les revendications, à l'énonciation, dans une problématique du droit, de demandes sectorielles, catégorielles ou ponctuelles correspondant à une partie spécifique du champ de l'éthique, mais cherchant à représenter, en dehors des règles classiques de la confrontation et de manière expérimentale <sup>1</sup>,

---

\* Le laboratoire URBAMA/Tours a favorisé le démarrage de cette enquête. Je remercie Pierre Signoles pour ce soutien. Dina El Khawaga, Olivier Fillieule et Florence Passy m'ont apporté une véritable stimulation à l'occasion du colloque *Les mouvements sociaux dans le monde musulman*, qui s'est déroulé à Lausanne en décembre 1999. Ils ont lu attentivement une première version de ce texte. Anne Muxel a discuté les premiers résultats de cette recherche et a attiré mon attention sur des éléments comparatifs, lors du séminaire du GERMM, du 26 avril 2000. Les questions posées par Abdellah Hammoudi, Jean Leca et Rémy Leveau pendant la rencontre *Le Maghreb entre savoir et action* qui a eu lieu en mai 2001, à Cordoue, à l'instigation de l'Institut des études transrégionales de Princeton, ont relancé ma réflexion dans de nouvelles directions. Je tiens à les remercier tous pour ces riches interactions.

1. Anne Muxel montre que les jeunes de France se démarquent également de la politique telle qu'elle se pratique, mais que d'autres formes d'engagement émergent et se caractérisent par l'expérimentation et l'orientation vers des actions ciblées (A. Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Science Po, 2001). Ces modes de participation s'affirmeraient-ils, ici et là, abstraction faite de la nature des régimes ?

l'ensemble de la société. Les années 1960 et 1970 sont marquées par la lutte pour le pouvoir sur des bases idéologiques, cristallisées par les deux blocs. La « stabilisation » du régime monarchique après les coups d'État du début des années 1970 s'est faite au prix de la répression, de la cooptation et de l'émiettement des forces politiques. Dès la fin des années 1980, s'enclenche un nouveau cycle au croisement du temps mondial (chute du mur de Berlin, guerre du Golfe), du temps régional (vicissitudes algériennes) et du temps biologique (celui du corps du roi)<sup>1</sup>. L'ouverture de la brèche favorise l'affirmation de nouveaux acteurs, la reconversion d'anciens, et plus que tout l'accouchement d'un modèle relationnel inédit. Elle encourage l'émergence d'une génération d'associations de droits humains, culturels, de droits des femmes... Les questions de l'emploi des jeunes diplômés, de l'environnement, de la lutte contre le Sida, de la corruption, de l'intégration de l'enfance dans la rue, du développement des zones rurales contribuent à l'élargissement des problématiques de départ. À partir des élections de 1997, les mobilisations se territorialisent davantage faisant de l'action de proximité un cheval de bataille.

Ce chapitre se fonde sur une recherche en cours portant sur des associations de quartier<sup>2</sup>. « Les organisations étudiées sont moins ici l'objet de la recherche qu'un lieu d'observation et de passage où se trouve réunie, successivement ou simultanément, une collection d'acteurs individuels. » Cette citation, extraite de la présentation par Olivier Fillieule et Nonna Mayer d'un dossier intitulé « Devenirs militants<sup>3</sup> », décrit parfaitement la

1. Voir M. Bennani-Chraïbi, « Le Maroc à l'épreuve du temps mondial », art. cité.

2. Des auteurs se sont intéressés au phénomène associatif au Maroc. Voir notamment M. Ameur, « Les associations de quartier, nouveaux acteurs en milieu urbain marocain », dans P. Signoles, G. El Kadi, R. Sidi Boumedine (dir.), *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Paris, CNRS Éditions, 1999 ; G. Denoëux, L. Gateau, « L'essor des associations au Maroc : à la recherche de la citoyenneté », *Maghreb-Machrek*, 150, 1995 ; A. Ghazali, « Contribution à l'analyse du phénomène associatif au Maroc », dans M. Camau (dir.), *Changements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS, 1991 ; M. Mouaqit, « Le mouvement des droits de l'homme au Maroc : du Malkhzen à l'État de droit », dans Ahmed Mahiou (dir.), *L'État de droit dans le monde arabe*, Paris, CNRS, 1997 ; M. Rollinde, *Le mouvement marocain des droits de l'homme*, Paris, Karthala, 2002.

3. O. Fillieule, N. Mayer (dir.), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001.

démarche que j'adopte. Mon étude repose sur une enquête ethnographique<sup>1</sup> qui a démarré en 1997 et sur 65 entretiens biographiques<sup>2</sup>, quasiment tous en arabe, d'une durée variant entre 1 h 30 et 3 h 30 chacun, réalisés de 1997 à 2001 avec les membres des bureaux des six associations observées, pour la plupart, depuis leur genèse. Les présidents ont été interviewés en moyenne deux fois par an. J'ai choisi de traiter ici trois expériences qui se sont développées dans deux quartiers de Casablanca. À Hay B<sup>3</sup>, une zone dense de petits logements collectifs construits réglementairement dans les années 1950, l'association Sabil a vu le jour en 1994, avec pour objectif initial l'élévation du niveau culturel du quartier. Les deux autres associations se trouvent à Hay A, également un lieu d'habitat populaire à très forte concentration humaine, mais plus central et plus ancien. L'association Nour pour le développement social a été créée en 1998 autour d'un député islamiste<sup>4</sup>, avec pour objectif la conduite d'actions sociales, culturelles, éducatives, sportives, environnementales. Son ancrage est strictement local. Tariq est née la même année, grâce à l'appui d'un ancien détenu politique de l'extrême gauche, devenu élu communal, dans le but d'assurer une meilleure communication entre les habitants du

1. J'ai suivi les campagnes électorales de 1997, assisté à l'émergence de l'idée associative dans les groupes traités, à l'exception de l'association Sabil née en 1994, observé quelques activités, réunions de bureau, ou réunions informelles de café.

2. Cette approche connaît un renouveau certain. Le dossier sur les devenirs militants en témoigne. Voir aussi J.-C. Passeron, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, 31 (1), 1990 ; F. Colonna, « Histoire de vie, biographie, récit de trajectoire, destin social », dans M. Camau et al. (dir.), *Sciences sociales, sciences morales ? Itinéraires et pratiques de recherche*, Tunis, Alif/IRMC, 1995 ; S. Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, 35, 1996. Les Anglo-Saxons se sont particulièrement intéressés aux récits, voire à leur rôle dans la formation des identités. Voir, notamment, M. Somers, « Narrativity, Narrative Identity, and Social Action : Rethinking English Working-Class Formation », *Social Science History*, 16 (4), 1992.

3. Pour préserver l'anonymat des acteurs et des associations, des pseudonymes ont été donnés et les noms des quartiers masqués.

4. Le rôle joué par les élus dans la création d'amicales ou d'associations de quartier a été souligné dans d'autres études de cas. Voir M. Ameur, « Les associations du quartier... », art. cité, p. 348, et A. Abouhane, « Médiation notariale et gestion des conflits liés au logement au Maroc », dans P. Signoles, G. El Kadi, R. Sidi Boumedine (dir.), *L'urbain dans le monde arabe... op. cit.*

quartier, de manière à ce qu'ils constituent un contrepoids face à la commune.

À partir d'un « jeu d'échelles », d'allers et retours entre le local, le national, le transnational, et dans l'intrication des vagues de générations, je voudrai tenter de reconstituer le passage ou non à la militance, puis observer comment des acteurs aux histoires hétérogènes ont convergé autour d'une action et d'un modèle d'engagement reflétant les « débris du passé » et faisant écho aux problématiques du moment. Pour essayer de débusquer les dimensions des relations sociales les moins reconnues, les plus fluides, j'examinerai les parcours individuels qui offrent la possibilité de restituer, à travers les récits, une « subjectivité irréductible<sup>1</sup> », une série d'interprétations de l'évolution dans le temps (événements fondateurs, effets de génération, accidents biographiques<sup>2</sup>...), des continuités et des ruptures, des déceptions et des reconversions. Des outils, comme le concept de « carrières déviantes<sup>3</sup> », forgés par l'interactionnisme symbolique et repris dans l'étude des carrières militantes, permettent en outre de réintroduire la dimension dynamique et « processuelle<sup>4</sup> » de l'engagement, sans pour autant faire l'impasse sur les variables structurelles. L'enjeu consiste à articuler les dispositions, les modalités de passage à l'action, mais aussi les « formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement le long d'un cycle de vie<sup>5</sup> ». Plus que tout, cette approche peut éviter d'enfermer les acteurs derrière les grilles de la prévisibilité ou de la fatalité, fussent-elles analytiques et compréhensives.

Au prolongement de la dialectique entre histoire individuelle et contexte, il n'est pas vain de prendre en compte les localisations, mais également les expériences partagées à l'intérieur de celles-ci, tout en pensant de manière relationnelle les déplacements réels et imaginés des individus à travers les groupes et les espaces. Cela permet d'éviter d'appréhender

1. P. Corcuff, « Le collectif au défi du singulier : en partant de l'habitus », dans Bernard Lahire (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999.

2. Pour Anselm Strauss, cette formule regroupe les crises, les échecs, les deuils... (*Miroirs et masques*, Paris, L'Harmattan, 1992).

3. H. Becker, *Outsiders*, *op. cit.*

4. Voir O. Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cité.

5. *Ibid.*

la catégorie de lieu comme une donnée organique et de restituer à celui-ci son caractère potentiel et subjectif, sa position d'« entre-deux<sup>1</sup> ». En d'autres termes, il s'agit de prêter attention aux « relations entre personnes, entre groupes et entre territoires<sup>2</sup> », aux corrélations entre, d'une part, la nature des liens sociaux préexistants et, d'autre part, le démarrage, l'encadrement, la diffusion, la forme et la durée d'une action commune<sup>3</sup>. Le concept de « cercle de reconnaissance<sup>4</sup> » procure l'avantage de dégager la dimension spatiale des réseaux. Karl Mannheim affirmait déjà que l'« actualisation » d'une identité générationnelle est facilitée par la participation à des « groupes concrets » localisés<sup>5</sup>.

Dans un premier temps, j'exposerai les trois types de trajectoires, croisées au cours de l'observation des trois associations, et qui ne sont spécifiques à aucune d'entre elles en particulier. Le premier se situe au cœur ou dans les limbes de l'histoire de la gauche et de l'extrême gauche. Le second est en relation avec une tendance de l'islamisme, intégrée au système. Le dernier se construit sur la base de la forclusion de la scène politique instituée ou hors système. Au terme de la présentation de ces extraits de récits de vie, je ferai le point sur les dynamiques qui sous-tendent le passage au politique. Ensuite, j'analyserai les modalités de matérialisation de la convergence de parcours hétéroclites autour d'actions associatives locales, en essayant de comprendre à quel moment, autour de quels leaderships, à partir de quels espaces sociaux et de quels liens préexistants se sont mobilisés les engagements.

1. N. Entrikin, *The Betweenness of Place*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991.

2. C. Tilly, « Stein Rokkan et les identités politiques », *Revue internationale de politiques comparées*, 2 (1), 1995, p. 29.

3. Voir, notamment, M. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78, 1973 ; D. McAdam, R. Paulsen, « Specifying the Relationship between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology* 99 (3), 1993.

4. A. Pizzorno, « Some Other Kind of Otherness : A Critique of Rational Choice Theories », dans A. Foxley, M. McPherson, G. O'Donnell (eds), *Development, Democracy and the Art of Trepassing*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1986.

5. K. Mannheim, « The Problem of Generations », *Essays on the Sociology of Knowledge*, New York, Oxford University Press, 1952 [1928], p. 307.



*Parcours dans les mouvances de la gauche  
et de l'extrême gauche*

Les parcours que je vais aborder dans cette partie ont pour cadre l'histoire de la confrontation entre la monarchie et les forces issues du mouvement <sup>1</sup> national, sorties toutes victorieuses de la lutte pour l'indépendance. Quelques éléments de la toile de fond éclairent les récits qui, à leur tour, grâce à un changement d'échelle, contribueront peut-être à l'écriture d'une « biographie collective qui ne se réduit pas à la somme des biographies individuelles <sup>2</sup> ».

Dans le monde arabe, les années 1960 et 1970 sont marquées par les mythes révolutionnaires, nationalistes et développementalistes : le modèle des officiers libres comme celui du socialisme arabe constituent une alternative aux monarchies qui tombent les unes après les autres. Au Maroc, très vite, la royauté tente de se soustraire à l'emprise du mouvement national, voire de le neutraliser. Pour cela, elle s'appuie sur les élites rurales et favorise l'émiettement des forces politiques concurrentes. Dès 1959, le parti nationaliste, l'Istiqlal (Indépendance), né en 1944, se sépare de son aile gauche qui fonde l'Union nationale des forces populaires (UNFP). Ensuite, le parti de gauche est coupé de sa base ouvrière. En effet, la monarchie parvient à conduire l'Union marocaine des travailleurs (UMT), le grand syndicat proche de l'UNFP jusqu'en 1962, à composer, en lui assurant des avantages matériels (fonctionnaires détachés, locaux mis à disposition...) <sup>3</sup>.

La tentative de démocratisation menée à partir de 1962 est close après les événements de mars 1965, qui éclatent notamment à Casablanca à la suite de la publication d'une circulaire du ministre de l'Éducation nationale fixant une limite d'âge pour le passage en classe de troisième. Les militaires écrasent ces révoltes

1. J'utilise les termes mouvements, groupes, organisations, de manière quasi interchangeable pour la facilité d'exposé. En réalité, il faut distinguer trois niveaux : les composantes constitutives du champ politique (les partis, les mouvements islamistes ou d'extrême gauche), les structures associatives nationales ou locales, et les groupes plus informellement organisés, que je désigne par le concept « cercles de reconnaissance ».

2. J.-C. Passeron, « Biographies, Flux... », art. cité.

3. Voir R. Leveau, *Le fellah marocain défenseur du trône, op. cit.*, p. 148, 210, 253-254. Se référer également à cet ouvrage pour la période fondatrice qui a succédé à l'indépendance.

dans le sang et ce, après avoir déjà été impliqués dans la répression des complots, réels ou imaginaires de l'opposition, comme dans la guerre des frontières avec l'Algérie en 1963. Hassan II proclame l'État d'exception et renvoie le Parlement élu en 1963. Quelques mois plus tard, en octobre 1965, Mehdi Ben Barka, leader charismatique de l'UNFP, haute figure du tiers-mondisme, exilé dès 1963, est enlevé à Paris et assassiné dans des conditions non élucidées. Au terme de ce cycle, au moment où les déboires aussi bien politiques que socio-économiques ont provoqué une malaise dans ses rangs, l'armée est devenue un acteur de premier plan <sup>1</sup>. Les complots de 1971, puis de 1972, constituent un tournant dans le règne de Hassan II. Des acteurs issus du mouvement national en auraient été informés. Des adeptes de la lutte armée, dont certains anciens résistants liés au Fqih Basri, infiltrèrent le Maroc par la frontière algérienne en mars 1973. Le vent de la répression souffle sur la gauche et l'extrême gauche.

La relance de la question du Sahara en 1974, la marche verte en 1975 permettent à Hassan II de « stabiliser » le système politique, d'amorcer la cooptation de l'opposition de gauche, et d'éloigner l'armée de la capitale. Le nationalisme, à travers l'affaire du Sahara hissée au rang de première priorité nationale, contribue à dessiner les frontières entre l'opposition « de Sa Majesté » et l'opposition « à Sa Majesté ». Depuis les révoltes de mars 1965, en écho avec les grands événements internationaux (guerre israélo-arabe, guerre du Viêt-nam, Mai 68...), les cercles de discussion se sont multipliés à l'université dans le cadre de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM), menée par l'UNFP et par le Parti pour la libération et le socialisme (PLS) <sup>2</sup>. Les marxistes révolutionnaires ne tardent pas à dominer le champ étudiantin et se divisent en deux grandes tendances. L'Organisation A naît de la scission du secteur étudiantin du PLS, auquel se joignent des intellectuels communistes, et devient en 1974 *Ila al-Amam* (En avant). L'Organisation B, issue d'un schisme de l'UNFP, se baptise, en 1972, le mouvement du 23 mars, qui devient en 1983 l'Organisation pour l'action

1. Voir R. Leveau, *Le sabre et le turban. L'avenir du Maghreb*, Paris, François Bourin, 1993, p. 60-66.

2. Parti communiste marocain (PCM), né en 1944, qui se rebaptise après son interdiction en 1960. Aujourd'hui, il se nomme Parti pour le progrès et le socialisme (PPS).

démocratique populaire (OADP). En se prononçant pour le droit à l'autodétermination des populations du Sahara, les militants d'Ila al-Amam se placent dans le « hors système ». L'intégration politique se définit alors par la participation au système sans remise en cause de ses principes fondamentaux : la monarchie, l'islam, et la reconnaissance de la marocanité du Sahara. L'UNEM des années 1970 et du début des années 1980 est le lieu d'expression privilégiée des clivages entre la gauche et l'extrême gauche, présente essentiellement dans les campus, mais anémiée par la détention et l'exil du gros de ses militants. La crise interne qui secoue le syndicat étudiant dès la fin des années 1970, attisée par la discorde au sein de l'alliance de gauche (USFP, PPS, 23 mars), favorise l'éclatement de l'UNEM, déjà affaiblie par son interdiction entre 1973 et 1978, qui finira par passer sous la houlette des islamistes au début des années 1990.

Après deux décennies de confrontation et de tentatives de conciliation, monarchie et forces issues du mouvement national essaient de tourner la page du passé. En 1998, celles-ci participent en effet au gouvernement, dit d'alternance, dirigé par Abderrahmane Youssoufi, ancien compagnon de Mehdi Ben Barka, secrétaire général de l'USFP. Le milieu des années 1990 observe déjà le début de la vague de libération des détenus d'opinion et de retour des exilés. Mais l'enterrement sans fanfare et sans rituel des épisodes traumatiques des années 1960 et 1970 a empêché une discussion ouverte et des clarifications convaincantes au sein de la gauche, et notamment de l'UNFP puis de l'USFP, née en 1972 d'une nouvelle scission. Cela a amplifié la culture du secret, favorisé les conciliabules fermés, les négociations en comité réduit. Le fossé entre les dirigeants/les initiés et les bases/les non-initiés remonte entre autres à ces moments (re)fondateurs non digérés. Les conflits internes se résolvent à coup de dissidences. En 1983, après une nouvelle crise, le Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (PADS) voit ainsi le jour. Il refuse une intégration sans condition au système politique et revendique une fidélité aux martyrs Mehdi Ben Barka et Omar Benjelloun, le leader syndicaliste et politique de l'UNFP, dont l'assassinat en décembre 1975 est attribué à des militants du groupe islamiste Chabiba islamiyya (Association de la Jeunesse islamique), alors que, selon des témoignages concordants, il aurait été commandité par le palais. Il faut cependant souligner que les responsables de la gauche n'avaient pas alors intérêt à

ouvrir de tels dossiers. Hassan II lui-même n'avait aucun avantage à tirer d'une telle publicité. Il était préférable pour lui de tenter de reconstruire le système politique par la cooptation progressive des opposants de gauche, quitte à éliminer de la scène, provisoirement ou physiquement, ceux qui pouvaient constituer un obstacle à la réconciliation. En revanche, il était plus coûteux d'avouer par exemple que la monarchie avait réussi à susciter contre elle, à l'occasion des complots des années 1970, une entente entre militaires et membres de l'opposition civile.

Les quatre parcours suivants s'inscrivent dans les tourments de cette histoire, à partir de sites différenciés dans le temps et l'espace : Hamid, socialisé à l'usine, a fait partie des militants d'Ila al-Amam qui ont été incarcérés au milieu des années 1970 ; Abdelghani a été arrêté accidentellement après avoir participé en 1981 à une grève générale ; Mamoun a vécu l'UNEM sous l'hégémonie de l'extrême gauche, au début des années 1980, et Lotfi est devenu marxiste au milieu des années 1990 dans un campus dominé par les islamistes. Ils ont pour point commun leur engagement associatif actuel.

#### Hamid : de la révolution à la citoyenneté

Hamid est né en 1945 à Casablanca, dans un quartier ouvrier européen. Sa famille déménage en 1953, à Hay A, dans le logement qu'il habite aujourd'hui. Ses parents retournent s'installer à la campagne et c'est son aîné de vingt ans qui se charge de son éducation ainsi que de celle d'un autre frère plus âgé de quatre ans. Ayant des difficultés à obtenir un transfert scolaire, Hamid poursuit sa scolarité à l'école française de son quartier d'origine, où se trouve également la menuiserie dans laquelle son frère travaille. Dans ces années de fin de protectorat, les allers et retours entre les deux quartiers sont interrompus par des fouilles fréquentes. Hamid vit avec intensité cette phase qui, dans l'écriture nationaliste de l'histoire, est associée à l'héroïsme de la résistance. En compagnie de son frère, il écoute avec intérêt la radio et les discussions des adultes et, à l'intention de celui-ci qui ne maîtrise pas le français écrit, il lit les journaux publiés dans cette langue. Le siège de la ville, les manifestations lors du passage du résident, l'arrestation de son beau-frère à la suite du meurtre

d'un agent de l'autorité dont il est le garde du corps, restent des souvenirs vivaces. Cette atmosphère de politisation aiguë se mue en exaltation à l'indépendance, sans pour autant se cristalliser à travers un engagement structuré par une affiliation partisane ou syndicale.

Au début des années 1960, les luttes intestines au sein du mouvement national, les conflits entre les partis ne sont pas très lisibles dans l'environnement de Hamid qui a du mal à percevoir les grandes figures issues de la résistance ou à décrypter la nature de leur combat. À cette époque, il n'a pas Allal al-Fassi<sup>1</sup> ou Mehdi Ben Barka pour héros, il admire plus que tout Moulay Hassan, le prince héritier, très médiatisé. En 1965, Hamid a 20 ans, il est pour l'État d'exception, contrairement à son grand frère et aux amis de celui-ci, qui, sans s'aligner sur une force, jugent cette mesure peu démocratique. Avec du recul, Hamid pense que sa position était en relation avec le discrédit dont souffraient déjà l'Istiqlal et l'UNFP. Tout ce qu'il voyait était leurs disputes. À travers leur discours officiel, il n'y avait aucune remise en cause de la monarchie, qui apparaissait dès lors, à Hamid, comme la seule force du pays. Dans cet esprit, l'enlèvement de Ben Barka lui semblait « presque naturel ». Il n'était pas particulièrement scandalisé par le fait que le régime neutralise quelqu'un qui lui résiste. Par contre, cette année-là, il était outré par l'attitude de l'UMT. Deux ans après sa sortie du lycée technique en 1963, Hamid intègre l'Office national d'électricité (ONE), où, sans disposer de bases militantes, le syndicat est représenté par un délégué fédéral.

« Officieusement pour protester contre l'enlèvement de Ben Barka, officiellement pour contester la hausse des prix, un jour de grève a été décrété, sans consultation, sans discussion : on nous a fait sortir comme un troupeau. » (20 juillet 2001.)

À l'usine, les discussions vont bon train. Le nouveau venu écoute ses collègues critiquer l'UMT, lui reprocher son opportunisme, le caractère non démocratique de ses pratiques. Il se fait

---

1. Leader charismatique du parti de l'Istiqlal fondé en 1944, l'un des plus éminents représentants de la pensée salafiste au Maroc, école née au début du XX<sup>e</sup> siècle, et pour laquelle la voie du redressement pouvait être trouvée dans les sources de l'islam. Mort en 1974.

déjà qualifier de communiste ; pourtant, il n'a pas encore d'affiliation organisationnelle.

« Peut-être parce que je faisais preuve de rationalité. Je parlais de démocratie, je ne déviais pas de la ligne de discussion et je ne profitais pas. C'est qu'il était de bonne guerre de se lier avec le délégué fédéral pour obtenir des avantages. »

Comment Hamid évolue-t-il vers l'esprit révolutionnaire, à partir de l'attachement admiratif à la monarchie, avec une réserve marquée à l'égard des forces issues du mouvement national qui représentent alors l'alternative ou du moins l'opposition, et avec un rejet des pratiques du syndicat le plus important à l'époque ? Certes, il manifeste déjà un vif intérêt pour les affaires publiques, et sa tournure d'esprit ne le fait pas passer inaperçu ; mais il faut attendre d'autres péripéties, des « événements générateurs<sup>1</sup> », pour que son « cadre d'injustice<sup>2</sup> », tout comme sa grille de lecture de la scène politique marocaine, se modifie. S'il passe « à côté » de l'opposition de gauche au Maroc, il vit intensément la fin des années 1960 et le début des années 1970. La guerre du Viêt-nam et son évolution l'impressionnent, la défaite des Arabes face à Israël en 1967 l'exhorte à découvrir la littérature palesti-

---

1. Cécile Péchu définit ce critère d'analyse comme « événement ayant provoqué l'adhésion » (« Générations militantes à Droit au logement », dans « Devenir militants », *Revue française de science politique*, dossier cité, p. 75). Voir aussi P. Favre, « De la question des générations et de la difficulté de la résoudre dans le cas de la France », dans J. Crête, P. Favre (dir.), *Générations et politique*, *op. cit.*

2. Des auteurs se sont interrogés sur la question du rapport entre l'existence d'une situation, la formulation des griefs, et leur prise en compte par un mouvement (W. Gamson, B. Fireman, S. Rytina, *Encounters with Unjust Authorities*, Homewood, the Dorsey Press, 1982). Gamson a emprunté à Erving Goffman le concept « d'analyse des cadres d'interprétation » (*frame analysis*). Celui-ci a examiné les conditions de la révolte contre l'ordre dominant et a montré comment la disposition à l'apathie ou à l'action dépend en partie de la façon dont l'ordre social est structuré et structure l'inconscient politique. Ervin Goffman isole quelques cadres fondamentaux qui constituent des grilles de lecture des événements. Parmi ces cadres, William Gamson utilise le cadre d'« injustice ». Selon lui, la rébellion contre l'autorité est en partie dépendante d'un sentiment d'injustice qui définit l'action d'un système politique comme inique et justifie en même temps le recours à des modes d'action non conformes à ce système. Ce qui est important ce n'est pas la présence ou l'absence de griefs, mais la manière dont ces griefs sont interprétés, la production puis la diffusion de ces interprétations. (Voir également O. Fillieule, C. Péchu, *Lutter ensemble...*, *op. cit.*)

nienne de combat, puis les écrits marxistes. Envoyé pour un stage à l'école des métiers d'EDF, à Melun, il n'effectue pas sa formation à cause des événements que connaît la France ; il assiste en spectateur derrière le petit écran à Mai 68 : « la force du peuple » lui est révélée. Parallèlement, son activité à l'usine le pousse à la réflexion. En 1969, il fait partie d'un groupe qui tente de créer un petit bureau syndical. L'initiative n'aboutit pas alors.

L'été 1971 constitue un véritable tournant pour Hamid. L'usine est en pleine effervescence. Le mauvais fonctionnement de la mutuelle et des comités des œuvres sociales suscite le mécontentement des ouvriers. L'idée d'une pétition circule et l'on demande à celui-ci de la rédiger puis de la remettre à son chef hiérarchique, l'ingénieur d'exploitation qui doit à son tour la retransmettre. Ce dernier préfère démissionner, mais, malgré quelques blocages trahissant la connivence entre le syndicat de l'UMT et l'appareil administratif de l'entreprise, le courrier finit par être remis au directeur général de l'ONE et, pour la première fois, les services de la mutuelle règlent rapidement tous les dossiers en suspens. Cette victoire incite le groupe à aller de l'avant dans la revendication de représentants syndicaux élus par la base, mais encore une fois le délégué fédéral de l'UMT opère un travail de sape. En juillet 1971, lors de la tentative de coup d'État, les habitants du quartier sortent dans la rue. Hamid est parmi eux. Il manifeste sa joie et son adhésion à la république. La pratique de l'usine, la lecture de la littérature de contestation, le vécu des événements internationaux se sont fait écho et ont contribué au revirement qui s'est produit en lui et qui, selon ses dires, a mûri à partir de 1968 pour atteindre son apogée durant cet été 1971.

La personne qui a pris l'initiative de la pétition sollicite Hamid pour faire connaître l'expérience à travers la distribution d'imprimés dans les usines de la région. Il existait un lien entre celle-ci et l'ingénieur d'exploitation démissionnaire, qu'on disait ancien militant étudiant. Hamid est dépêché par ses camarades pour entrer en contact avec lui, bénéficier de son expérience politique et étudier la possibilité de faire imprimer un journal de l'usine. Il souhaite, en outre, l'informer qu'il n'est pas très convaincu par le projet de distribution de tracts, qu'il juge dangereux, voire incontrôlable dans ses effets potentiels. Le contact avec l'ingénieur se poursuit. Un soir, Hamid tombe sur une réunion de salariés de l'ONE. Il ne se doute pas que c'est une

réunion de cellule. Au bout de quarante-cinq jours, il se retrouve congressiste au sein d'une organisation marxiste révolutionnaire : « Cela pouvait être n'importe laquelle. » Il ne saisit pas la nature des clivages et des critiques à l'encontre des autres forces politiques. Il distribue la documentation qu'on lui confie sans même la lire. Pour lui, le symbole de la révolution, c'est le Viêt-nam. En fait, il a intégré l'Organisation A, qui devient en 1974 *Ila al-Amam*.

À l'usine, Hamid est défavorable à la création précipitée d'un bureau syndical, mais celui-ci voit le jour et ne tarde pas à susciter la contre-offensive de l'UMT ; ce qui a pour conséquence l'isolement de ceux que l'on considère non pas tant comme des syndicalistes mais comme des révolutionnaires. Hamid est mis à pied puis muté à Sidi Kassem. Après un court séjour dans cette petite ville de l'Ouest marocain, il démissionne et retourne, en août 1972, à Casablanca qui ne comporte plus aucun responsable dans le secteur ouvrier. Membre du comité national de l'Organisation A, qui comprend entre douze et quinze personnes, il ne tarde pas à se sentir dépassé par les débats internes et ne parvient pas à décoder les divergences qui existent au sein de ce groupe où tout le monde semble se connaître depuis fort longtemps. Il résiste à la tentation de se retirer : du fait de la répression et des autres défaillances, le nombre des membres du comité s'amenuise très rapidement pour ne plus compter que quatre personnes (dont le secrétariat national). Petit à petit, il se consacre totalement à l'organisation. Des phases d'emploi alternent avec des moments de chômage. Le fait d'être fiché par la hiérarchie de l'UMT suscite son renvoi d'une usine de verrerie en 1973, moins d'un an après son engagement. L'étau se resserre, les possibilités de choix offertes à Hamid se réduisent.

Dès son arrestation en janvier 1975, durant les trente heures de torture qu'il subit, Hamid fait une relecture du passé immédiat. En 1974, il a abandonné son emploi, sa famille, rompant peu à peu avec son « milieu naturel », les copains de la rue, les amis de l'usine, pour ne plus s'adonner qu'aux tâches « techniques » : l'imprimerie du journal *Ila al-Amam*<sup>1</sup> et le maintien des contacts avec les militants et les sympathisants,

1. Celui-ci voit le jour sous l'initiative de l'Organisation du 23 mars. Dès le deuxième numéro, il devient le journal des deux organisations A et B. À partir de mars 1973, cette dernière change de stratégie et se retire.



qui donnent lieu à des décomptes archivés dans des rapports. Avec la tournure des événements, il s'est spécialisé dans la gestion de la clandestinité : location d'appartements, transport et survie quotidienne des clandestins. « Mais, en même temps, ce n'était plus que ça. » Il réalise que depuis 1974, il s'est totalement isolé et qu'au sein de l'organisation le travail de la répression a été facilité.

« On réunissait l'Organisation pour permettre au régime de nous attaquer. Avec la répression, les gens s'éloignaient de l'Organisation pour continuer à vivre. Ceux qui travaillaient en contact avec les masses étaient libérés de cette tâche pour se consacrer à l'organisation. Depuis 1972, les relations militantes allaient en décroissant. L'isolement s'est fait progressivement. [...] Depuis 1972, l'Organisation se construisait et en même temps s'isolait et diminuait au fur et à mesure des arrestations et de la clandestinité. » (Juillet 2001.)

Vingt-six ans plus tard, Hamid considère que ses camarades et lui-même avaient donné trop d'importance aux activités organisationnelles. Pendant les séances de torture, ses interrogations personnelles s'intensifiaient.

« Je me posais les questions suivantes : quel est l'enjeu ? La continuité d'Ila al-Amam dépend-elle de ma résistance ? Pendant trente heures, on passe par tous les états. Tantôt, je m'en foutais de la torture, tantôt l'enjeu se réduisait à la question de l'honneur. Il était inadmissible que je donne l'adresse d'amis qui dormaient et qui me faisaient confiance. L'enjeu n'avait plus rien de politique. Et par moment, je leur demandais d'arrêter, leur promettant que j'allais parler. Parfois, je me mettais en colère, hurlant que je savais tout et que je ne dirai rien. Pour gagner du temps, je prétextais que je ne connaissais pas précisément l'adresse, mais que je pouvais les conduire. Dans la nuit profonde, je leur racontais que j'avais du mal à reconnaître les lieux. À la première sortie, j'ai aperçu les lumières dans les maisons et c'est là que j'ai réalisé que, ce soir-là, ce n'était pas Stalingrad. À l'échelle du Maroc, le sort du pays n'allait pas dépendre de ce que j'allais faire ou ne pas faire, dire ou ne pas dire. Mais je ne regrette rien. C'est peut-être grâce à tout cela qu'on est aujourd'hui ce que l'on est. »

Au bout de trente heures de supplice, Hamid finit par donner une adresse, espérant que la personne avec laquelle il habite à cette époque et qu'il ravitaille a compris qu'il est arrêté.

En prison, le mouvement se réorganise. Les sentences ont été lourdes : perpétuité, trente, vingt, dix et cinq ans (plus deux ans pour tous, pour outrage à magistrat). Hamid compte parmi les cinq personnes condamnées à perpétuité. Pour l'ensemble des prisonniers d'extrême gauche, c'est le temps de la réflexion, de l'analyse politique des actions passées, de la répression, de la mise au point sur qui a résisté et qui ne l'a pas fait. De nouveaux clivages surviennent. Certains s'accrochent aux stratégies de départ ; d'autres, plus favorables à une option « réaliste », souhaitent privilégier la temporisation des relations avec les autorités, l'ouverture sur les autres partis. Pour les uns, il faut continuer à discuter dans le cadre des structures du mouvement ; pour d'autres, les débats n'ont plus besoin d'être encadrés. Peu à peu, le mouvement d'Ila al-Amam qui compte environ deux cents militants, majoritairement arrêtés, implose. Hamid commence par se retirer de l'Organisation, tout en restant à sa disposition, conformément à ce que le règlement de ce mouvement d'avant-garde marxiste prévoit pour ceux qui ont parlé sous la torture. Celui, dont la position était centrale dans la gestion de la clandestinité et de la survie de ses camarades, a publiquement revendiqué sa « défaillance », ce qui n'a pas été le cas de tout le monde. Cela s'est traduit de fait par sa marginalisation. Pourtant, certains de ses camarades ont considéré qu'il a résisté. Hamid a préféré le retrait, pour poursuivre la discussion, autour de son expérience à l'usine, avec un petit groupe. Ensemble, ils ont relu Lénine et Rosa Luxemburg, ainsi que les critiques dont ceux-ci ont fait l'objet. Le 6 novembre 1979, Hamid est l'un des premiers à officiellement démissionner d'Ila al-Amam. La politique cesse peu à peu de hanter son esprit. Ses dernières années de détention sont davantage consacrées à des préoccupations d'ordre affectif et à la préparation d'un plan d'évasion. « En l'absence de pratique politique, que peut-on dire en dehors de principes généraux ? »

Comment interpréter ce « désengagement » ? Celui-ci n'est ni la conséquence directe de la répression (Hamid n'a pas été « maté »), ni le simple fruit de la « déception <sup>1</sup> » ressentie après l'évaluation du bilan de l'action : un résultat inversement pro-

1. Pour Albert Hirschman, la déception est le pivot central qui permet d'expliquer la succession dans un même parcours militant, de phases d'engagement intense et de retrait total (A. Hirschman, *Bonheur privé...*, *op. cit.*).

portionnel au lourd tribut payé. Le repli intervient à la jonction entre différentes variables et dynamiques. En amont, soulignons le mode d'insertion de Hamid dans le groupe : il a rejoint un groupuscule « où tout le monde semblait se connaître depuis longtemps » et a tout de suite perçu, au sommet de la hiérarchie où il a été propulsé, un décalage d'ordre socioculturel (c'était un ouvrier parmi des intellectuels). En second lieu intervient l'enchaînement d'événements et de situations en liaison avec la nature même du rôle qu'il a assumé à l'intérieur de l'Organisation : amplification quasi structurelle de son isolement, plus grande exposition à la répression (traitement sans doute spécial lors des séances de torture...), couronnées par la sanction infligée par le mouvement. Enfin, sur le plan organisationnel, la marginalisation d'Ila al-Amam, le desserrement des liens en son sein ont précédé la vague d'emprisonnement. L'univers carcéral s'est alors érigé en un huis clos où les divergences stratégiques ont eu le loisir de se durcir tout en s'accroissant. Dans ces circonstances, Hamid pouvait envisager l'*exit* sans avoir le sentiment de transgresser son code d'honneur.

Mais en décembre 1988, au moment où la pression internationale s'exerce sur « notre ami le roi <sup>1</sup> », Hamid envoie une lettre ouverte à Hassan II. À cette date, lorsque celui-ci est interrogé sur le sort des détenus d'opinion, il réplique qu'ils ont été condamnés pour « trahison », pour leur non-reconnaissance de la marocanité du Sahara, et qu'il les protège contre la vindicte de la population en les maintenant en prison. Dans sa missive, Hamid souligne que ses camarades et lui ont été condamnés pour complot contre la monarchie, pour atteinte à la sûreté de l'État, et non pour leurs opinions sur l'affaire du Sahara. En outre, il rappelle que le roi lui-même a officiellement accepté le principe du droit à l'autodétermination et que, si l'on poursuit sa logique, il faudrait sans doute le traduire devant un tribunal pour les mêmes raisons.

En 1989, après quatorze ans de détention, Hamid est amnistié. Des habitants de sa rue sollicitent sa candidature aux élections de 1992. Il ne se sentira prêt qu'en 1997. En 1996, il renoue avec l'espace public en gestation par des actions dans le cadre du mouvement des droits des femmes. S'il demeure fidèle à l'esprit qui

1. Voir M. Bennani-Chraïbi, « Le Maroc à l'épreuve du temps mondial », art. cité.

anime Ila al-Amam dans les années 1970, désormais, il pense qu'il faut essayer de forcer les portes du système en participant aux élections et en cherchant à avoir un ancrage dans le quartier. Élu communal, il crée l'association Tariq à travers laquelle il espère unifier l'opinion au sein du secteur, de manière à constituer un contre-pouvoir. Pour celui qui continue à se revendiquer communiste, la révolution consiste aujourd'hui à construire, par l'action de proximité, une citoyenneté active à la base qui se traduirait par la prise en charge des intérêts des habitants par eux-mêmes. L'air du temps n'est plus aux cellules secrètes, ni à l'action clandestine menée par une avant-garde. En 1975 déjà, Hamid réalise que la révolution n'aura pas lieu dans le royaume à partir de l'union des ouvriers, des paysans et des étudiants. Alors que les idéaux des années 1970 « permanent », les modes d'action permettant d'avancer dans leur réalisation sont redéfinis à partir de la palette des répertoires disponibles dans le Maroc des années 1990. En 2001, Abdelghani rejoint l'association Tariq. Il a également subi la répression, la torture, mais c'est en prison et non à l'usine qu'il a acquis une socialisation politique.

#### Abdelghani : de la détention liée aux événements de 1981 à la militance

Né en 1958, à Casablanca, dans une famille « pauvre », Abdelghani n'a pas connu le Protectorat. Il bénéficie de l'enseignement de masse, mais très tôt il nourrit les cohortes de la déperdition scolaire. Dès 1975, il est en effet renvoyé de l'école, sans même le certificat d'études. Il devient apprenti menuisier ; néanmoins, il ne persiste pas dans une voie qui le confronte à l'exploitation. Il décide dès lors d'échapper au joug d'un maître en vendant des cigarettes au détail. C'est à partir de ce moment qu'il commence, selon ses propos, à « dévier », en consommant de la drogue, puis en s'adonnant à son trafic. À l'époque, il ne possède pas réellement « une vision politique et syndicale » — « j'avais une vision, mais je ne savais pas l'exprimer » (Août 2001) —, il ne lit plus depuis son exclusion du cursus scolaire ; il est toutefois sensible aux discours sur l'injustice, sur la corruption et le clientélisme véhiculés par Nass al-Ghiwane <sup>1</sup>,

1. Voir, à ce sujet, M. Dernouny, B. Zoulef, « Naissance d'un chant protestataire : le groupe marocain Nass el-Ghiwane », *Peuples méditerranéens*, 12, 1995.



groupe musical créé en 1970 à Hay Mohammedy, un quartier populaire de Casablanca, et par Gil Gilala, qui a vu le jour en 1973 à Marrakech. En ce temps-là, ces groupes révolutionnaient la musique marocaine. Leur chant contestataire s'approprie le patrimoine musical ancestral tant dans ses rythmes que dans ses instruments (Gembri et Bendir) : berbère, arabo-andalous, mystique, confrérique – Gnawa, Hmadcha, Issawa.

Abdelghani participe aux événements de 1981, dont l'un des théâtres est l'avenue où se trouve son domicile. Comme tant d'autres, ce 20 juin, il est sorti manifester<sup>1</sup>, en réponse à l'appel de la Confédération démocratique du travail (CDT) – syndicat créé en 1978 dans les sillons de l'USFP – pour protester contre la décision prise par l'État d'élever les prix des produits de première nécessité, sur l'injonction du Fonds monétaire international (FMI). Il est loin de s'imaginer qu'à la suite de cette participation qui dégénère en émeute, il va se voir attribuer les dégâts matériels provoqués dans les environs de son lieu de résidence<sup>2</sup>. Cinq jours après les événements, des agents se présentent à 5 heures du matin au domicile familial, essayent d'extorquer de l'argent à son père, trop démuné pour satisfaire leurs demandes, et arrêtent Abdelghani, alors âgé de 23 ans. Après avoir subi les tortures en usage, celui-ci reconnaît toutes les charges qu'on souhaite lui attribuer et dont il n'a pas été l'auteur. Au tribunal, le procès se déroule à huis clos. Quelques années plus tard, Abdelghani réalise que ce n'était pas un procès équitable et que sa détention avait valeur d'exemplarité. Il est condamné à vingt ans de réclusion et conduit à la célèbre prison centrale de Kénitra, ville du littoral atlantique, à 136 kilomètres de Casablanca. C'est la peine la plus lourde : les autres sentences s'élevaient à quinze, douze, dix, cinq ans.

À Kénitra, il est placé dans le quartier central, qui se caractérise par une surpopulation et des conditions de détention particulièrement déplorables. Il profite cependant des programmes de formation disponibles, passe le certificat d'études et fait trois ans de couture moderne. Il vit de manière exacerbée sa condition d'homme issu d'une famille pauvre, car il constate que la prison

1. Pour les chômeurs ou les employés du secteur informel, la grève ne signifie pas l'interruption du travail, mais l'appropriation de l'espace de la rue.

2. Encore une fois, la répression est sévère : près de 8 000 arrestations, entre 200 et 1 000 morts selon les sources, gros dégâts matériels.

n'est qu'un microcosme, une caricature de la société : la distribution des ressources se fait selon les mêmes logiques ; la corruption, le clientélisme, le trafic de drogue connaissent leur apogée dans ce milieu où les geôliers se conduisent comme des chefs de gang. Les parents de Abdelghani n'ont pas les moyens de lui rendre visite fréquemment, ni de lui envoyer des paniers. Celui-ci doit se contenter de la nourriture qu'on lui sert sur place et « que l'on ne donne même pas aux animaux ».

Six années passent avant que Abdelghani n'observe un changement s'opérer en lui. Un nouveau directeur est nommé à la tête de la prison. Avant d'être muté, neuf mois à peine après son arrivée, il transforme notamment certains lieux de « correction » en ateliers de théâtre, de musique, ou en bibliothèque. Abdelghani, qui n'a plus jamais ouvert un livre depuis sa sortie de l'école, commence à lire des romanciers égyptiens, comme Naguib Mahfouz, et des ouvrages sur l'histoire de l'islam. Il retrouve également la « voie de Dieu » et les fondements religieux qui ont bercé son enfance, ceux dont il s'est éloigné lorsqu'il a été happé par la rue. Il s'interroge sur sa position, sur ce qui s'est passé. Progressivement, il prend conscience qu'il n'est pas un prisonnier de droit commun, mais un détenu d'opinion. C'est du moins l'image que lui renvoient les autres codétenus. Il demande à voir le directeur et revendique des conditions de détention en rapport avec son véritable statut : droit de visite directe, amélioration de l'alimentation et de la qualité des vêtements, soins médicaux... Il est éconduit. Avec huit de ses camarades, condamnés à la suite des événements de 1981, il s'engage dans une grève de la faim, mais de manière « spontanée ». Il ne maîtrise pas encore les techniques de la grève, et ne sait pas qu'il peut boire de l'eau et consommer du sucre. Pour la première fois, il reçoit la visite d'un médecin. Plus il constate l'intérêt qu'il suscite, plus sa résistance s'accroît. Mais la direction tente avec succès de stopper le mouvement, en enfermant les grévistes dans des cachots et en les privant d'eau. Après quinze jours de grève, ceux-ci interrompent leur protestation pour mieux se réorganiser et pour nouer des relations avec l'« extérieur ». Ils sont surpris que leur action ait tout de suite produit un écho : un article dans le quotidien *al-Alam*, du parti de l'Istiqlal. Pour Abdelghani, c'est le début du militantisme.

Dans un quartier voisin, se trouvent les détenus d'opinion d'extrême gauche. Abdelghani a le sentiment qu'ils vivent au

paradis : « Ça devait être une vitrine pour l'étranger. Si j'avais bénéficié des mêmes conditions, je n'aurais jamais voulu quitter la prison. » (Juillet 2001.)

Il leur en veut de ne pas s'être préoccupé de son groupe, de ne pas les avoir accueillis. À la suite de la première grève de la faim, l'un d'entre eux va pourtant demander à le voir. Une amitié profonde se tisse entre les deux hommes. Celui qui appartient à une tendance que Abdelghani méprisait auparavant, « les communistes », « ceux qui mangent pendant le ramadan », devient « un frère, un ami, un père, un maître [...] qui [lui] redonne naissance ». Abdelghani est reconnaissant à cet homme doté d'un très haut niveau culturel (« il connaît cinq langues »), qui a bien voulu lui offrir son amitié. À partir de cette rencontre, il a le sentiment d'« exister ». Son ami lui livre un cadre d'explication pour sa détention, ainsi que pour les événements de 1981. Il lui enseigne les techniques de résistance et de conduite d'une grève de la faim, la manière dont il faut la médiatiser. Entre 1987 et 1992, le groupe des grévistes s'élargit et mène cent jours de grève de la faim. Pour Abdelghani, c'est une expérience fabuleuse au cours de laquelle il se forme, s'humanise, noue des relations avec l'extérieur, à travers le mouvement associatif des droits humains au Maroc et à l'étranger, avec les organes de presse de l'opposition. « C'étaient les meilleurs moments de ma vie. » En « prouvant [son] identité de détenu d'opinion », il se sent grandir. Il apprend à faire face, il passe de l'ignorance de son « statut », de ses « droits », à l'intériorisation d'une nouvelle image de soi. Il acquiert une aptitude à appréhender le réel comme injuste, puis une capacité d'affrontement qu'il n'avait pas à son entrée en prison. Le groupe de Kénitra obtient la satisfaction de quelques revendications ; mais, en 1992, ceux qui n'ont pas encore purgé leur peine sont transférés à la prison Okacha de Casablanca, et éparpillés à travers les différents quartiers. En 1994, après treize ans de prison, Abdelghani fait partie des 421 bénéficiaires de l'amnistie royale et vit l'événement comme un couronnement de l'action qu'il a menée à « l'intérieur ».

À sa libération, Abdelghani s'attend à être réinséré par l'État, mais seule une association française l'aide pendant une année en lui versant 500 dirhams par mois. Il développe une rancune à l'égard de la CDT et de l'USFP. Il est convaincu que ce sont, entre autres, les événements de 1981 qui « leur ont servi d'échelle »

pour accéder en 1997 au pouvoir et leur en veut de n'avoir rien fait pour les détenus de 1981, ni pendant, ni après leur incarcération. Si Abdelghani pense que la prison l'a politisé, « sauvé », transformé, il n'en sort pas moins méfiant à l'égard de la scène politique instituée. Au cours de ses années de réclusion, il a fréquenté l'extrême gauche, mais aussi différents groupes islamistes, les assassins présumés de Omar Benjelloun, comme les militants de al-'Adl wa al-Ihsane (Justice et Bienfaisance)<sup>1</sup>. Pour lui, ce sont tous des gens qui ont été bernés en pensant servir un idéal. En prison, ils changent pour la plupart et, la durée de la détention aidant, ils s'éloignent de leur rêve, à moins que leur groupe ne continue à se préoccuper de leur sort, comme c'est le cas pour celui de Abdessalam Yassine. Il apprend plus que tout que les « mécréants » peuvent être les vrais musulmans, que, dans le marxisme, il existe des principes similaires à ceux qui sont dans le Coran et que ceux qui prétendent être proches de Dieu, peuvent se révéler inhumains.

Dès son affranchissement, Abdelghani commence à fréquenter les cercles du mouvement des droits humains et s'engage à obtenir la réhabilitation, le dédommagement des victimes de 1981 et de leur famille, qu'il s'agisse de ceux qui ont souffert de détention, ou ceux qui sont morts et dont on soupçonne à peine le nombre et le lieu d'enterrement. Certains figurent toujours comme vivants dans l'état civil. En avril 1999,

1. L'un des principaux groupes islamistes marocains. Contrairement au mouvement Réforme et Renouveau, il s'inscrit dans des stratégies hors système. Son fondateur, Abdessalam Yassine, un inspecteur d'enseignement, né en 1928, commence son itinéraire dans la confrérie mystique, la Bouchichiya, qu'il rejoint dès 1965. En 1974, il s'inscrit dans la tradition du savant religieux « frondeur » et envoie une lettre à Hassan II, *L'islam ou le déluge*, qui lui vaut un internement en asile psychiatrique. En 1981, il crée la revue *al-Jama'a* (groupement) et fonde le mouvement al-Ousra (famille) qui devient, en 1987, al-'Adl wa al-Ihsan (Justice et Bienfaisance). En résidence surveillée depuis 1990, il est libéré par Mohammed VI en 1999. Dans sa production prolifique, il tente de dépasser les modèles marxistes, démocratiques et islamiques d'ailleurs. Voir M. Tozy, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, chap. 7 ; M. Zeghal, « Comment "convertir" le roi : Abd al Salam Yassine et la sacralité du politique dans le Maroc d'aujourd'hui », à paraître. Sur l'islamisme au Maroc, voir aussi M. Darif, *al-Islamiyyoun al-maghariba : bisabat al-siyyasa fi al-'amal al-islami* (Les islamistes marocains : les calculs politiques dans l'action islamiste), Casablanca, Al-Majalla al-maghribiyya, 1999.

quelques mois avant son décès, Hassan II annonce la création d'une commission d'indemnisation des « victimes de la détention abusive ». C'est son fils, Mohammed VI, qui nomme ses membres en août 1999, un mois après son accession au trône. Des militants du mouvement des droits humains et des parents de disparus fondent le forum Justice et Vérité dès la fin de l'année 1999. Abdelghani s'engage parmi eux, mais voit se dresser au sein du mouvement des lignes d'exclusion liées au niveau d'études, à l'appartenance sociale, à la nature de la répression subie. Ses amis et lui ont à nouveau du mal à se faire reconnaître véritablement comme des « politiques » et songent à créer leur propre association. Lorsqu'en juin 2001 il s'agit de commémorer les événements en organisant un *sit-in* à côté du cimetière Chouhada, près d'une présumée fosse commune, les militants du forum Justice et Vérité se montrent d'abord réticents, tandis que Hamid apporte son soutien comme celui de Tariq aux victimes de 1981. Abdelghani et l'un de ses camarades décident alors de lui prêter main-forte dans son action de proximité. D'après eux, Hamid rompt avec l'élitisme ambiant de ladite société civile, et dont ils ont toujours souffert. L'ancien détenu marxiste réalise avec des « gens du peuple » ce qu'un autre militant d'extrême gauche a fait pour Abdelghani en prison. L'homme instruit s'est mis au niveau de celui qui n'avait que le certificat d'études et lui a permis de « renaître » en lui transmettant son expérience. En ce sens, la prison a constitué pour Abdelghani un lieu de socialisation secondaire. Bien plus, les lectures qu'il y a faites, les expériences qu'il y a connues, le mouvement social qu'il a instigué derrière ses cloisons, ont, d'une part, cristallisé son « sentiment d'injustice », d'autre part, modifié ses « catégories de jugement de soi <sup>1</sup> », transformé <sup>2</sup> sa vision du monde et bouleversé le cours de sa trajectoire : il y est entré dealer, il en est sorti militant. Son parcours est une belle

1. Ce n'est pas sans rappeler les relations qu'établit Doug McAdam entre participation au mouvement des droits civiques et transformations des tendances biographiques de ceux qui y ont pris part (D. McAdam, *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1998).

2. Le *frame transformation* conceptualisé par David Snow, Robert Benford et al. n'opère pas seulement au cours d'une action structurée par une organisation de mouvement social. (D. Snow, R. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 58, 1986.)

illustration du caractère dynamique et « processuel » de la formation et de la reformation des identités à travers le temps même de l'action <sup>1</sup>. Pour d'autres acteurs, c'est le lycée et l'université qui ont joué ce rôle.

Mamoun :  
de l'extrême gauche au secteur associatif

Mamoun, né en 1963 à Hajeb, une petite ville du Nord-Ouest du Maroc, à proximité du Moyen Atlas, bénéficie, quant à lui, du savoir-faire de la génération qui l'a précédé, et ce dans le cadre de sa socialisation d'adolescent, puis de jeune adulte. À la fin des années 1970, il fréquente le ciné-club. C'est un tournant important dans sa vie. Il fait partie du secteur lycéen, encadré par la gauche à travers l'Union syndicale des élèves, créée au début des années 1960 sous l'impulsion de l'UNEM, et tellement active pendant les événements de 1965, puis tout au long des grèves des années 1970.

« Il y avait des discussions de films. On avait une association, pas nécessairement de gauche. Des professeurs du secondaire venaient avec l'esprit des années 1970 de l'université. Ils animaient ces activités, ils voulaient transmettre la culture universitaire. Le professeur du secondaire jouait le rôle de maillon entre le lycéen et l'étudiant. À travers les livres, le contact avec les étudiants, on apprenait à connaître l'UNEM, on était préparé. La gauche avait son secteur lycéen et ses moyens de recrutement. » (Juillet 1998.)

Comme la plupart des bacheliers de Hajeb, Mamoun poursuit ses études universitaires à Fès, la grande ville la plus proche, dont le campus se distingue depuis l'indépendance par son activisme. Lorsqu'il y arrive en 1983, celui-ci est dominé par les étudiants de gauche et notamment par les basistes, militants « sans organisation », s'inscrivant dans la mouvance idéologique de l'extrême gauche. Mamoun rejoint ce dernier courant. Il évoque, avec beaucoup d'amertume, l'atmosphère dans laquelle il a baigné. Les militants déjà « préparés » sont formés à travers les discussions houleuses au sein des cercles (*halaqat*) et des

1. Voir à ce sujet A. Melucci, *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Philadelphia, Temple University Press, 1989.

comités de classe (*lajnat al-qism*), sans compter les activités culturelles, artistiques, politiques : semaines culturelles, expositions, conférences, commémorations d'événements liés à l'histoire de l'UNEM et de la gauche. Le 29 octobre de chaque année, date anniversaire de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka en 1965, indique le lancement de l'année académique, le 20 juin (événements de 1981) marque sa fin. En outre, les lectures personnelles, l'enseignement délivré par des professeurs produits de la même culture estudiantine, l'interaction avec les étudiants contribuent à renforcer une socialisation de gauche, dont les fondements sont le socialisme scientifique, le marxisme, la cause palestinienne. L'UNEM est alors perçue comme une école parallèle.

Mais, d'après le témoignage de Mamoun, à partir de 1986, l'université ne compte plus que les militants débutants qui ne maîtrisent ni les référents, ni l'argumentaire, ni les mécanismes : les conflits internes qui se multiplient dès lors et l'émiettement que connaît l'extrême gauche n'ont plus pour moteur des différends autour de stratégies ou de visions politiques, ils sont soutenus par le « copinage ». La présence physique des basistes va se perpétuer, mais la crise institutionnelle, le desserrement du lien organisationnel avec les plus expérimentés aboutissent à la rupture de la chaîne de formation des militants et, par voie de conséquence, de celle de leur reproduction, ainsi qu'à la dispersion et à l'épuisement. Mamoun considère que ce sont là les failles qui ouvrent la voie aux islamistes. Il vit son retour à l'université, en 1992, en tant qu'enseignant chercheur, comme un calvaire :

« Aujourd'hui, je suis frustré en tant qu'enseignant. On a été formé d'une manière et on trouve des étudiants formés d'une autre manière, on trouve un autre esprit. L'espace n'est pas universitaire, les relations ne sont pas universitaires. Les enseignants, qu'ils aient été formés à l'intérieur ou à l'étranger, ont reçu une formation totalement différente de celle de cette génération. Ils se retirent de la scène. Il n'y a pas de continuité entre celui qui va encadrer et celui qui doit être encadré. Ceux qui ont été formés dans les années 1970 ont retrouvé un espace universitaire, dans les années 1980, similaire au leur. C'est le contraire qui se produit aujourd'hui. Tu as été formé dans les années 1980, tu trouves un grand fossé. »

Mamoun ne tarde pas à intégrer le syndicat des enseignants du supérieur, la SneSup dont il devient le secrétaire général au niveau local. À ses yeux, celui-ci représente l'ultime refuge des

militants estudiantins des années 1970 et 1980, ceux qui ont connu l'UNEM à Paris, à Marrakech ou ailleurs, et qui retrouvent l'université avec frustration. Qu'ils soient originaires de l'USFP, de l'OADP, du PPS ou de l'extrême gauche, ils partagent le souvenir d'une quasi « grammaire publique <sup>1</sup> » commune.

Outre le syndicalisme, Mamoun s'investit dans le champ associatif, au gré des différents cercles de reconnaissance dans lesquels il se meut. À Casablanca, il se joint aux expériences initiées dans les rivages de la gauche et de l'extrême gauche, en travaillant avec Chou'la, une association nationale culturelle liée à l'USFP. En 1994, il devient membre de la section de Casablanca de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) <sup>2</sup>.

« Quand on a été étudiant basiste à Fès, on ne peut pas ne pas les connaître, c'est une association constituée par des courants de gauche : le PADS, les basistes. C'est un lien ancien. On te compte parmi eux. Je les ai rejoints lorsqu'ils parlaient de regrouper la gauche. [...] Le jour où j'ai quitté l'université, j'ai décidé d'arrêter. Après tu rencontres des gens que tu as connus, surtout dans une ville comme Casablanca, ils t'entraînent même si tu décides de rester à l'écart, de te consacrer à la recherche, il y a des choses qui t'entraînent. [...] Les gens voient que tu es actif, ils te sollicitent, tu es pris dans une série de relations, tu ne peux pas dire non aux sollicitations. Des gars de ton quartier... La rue vous réunit, le café vous réunit. [...] Et puis les liens avec les gens t'obligent à prendre tes responsabilités. »

L'engagement dans des entreprises marquées politiquement n'a pas exclu la participation de Mamoun à des actions moins politisées. À Hajeb dont il est originaire, des amis d'enfance, berbères comme lui, mais sans passé politique, jeunes diplômés, souvent au chômage, ont sollicité sa participation à leur action civique, culturelle – autour de la langue berbère – et du

1. Dans l'acception de C. Lemieux (*Mauvaise presse*, Paris, Métailié, 2000, p. 13, note 6), c'est-à-dire « des ensembles de règles qui ne permettent pas des accords « en toute généralité » (grammaires « non politiques » en ce sens) », proches des « régimes d'action » de L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.

2. Née en 1979 sous l'ombrelle de l'USFP, pour passer en 1983 sous la tutelle des scissionnistes de l'USFP, qui ont par la suite constitué le PADS. Après une phase de crise qui s'est traduite par l'immobilisme, elle se revigore progressivement à la fin des années 1980 entre autres grâce à l'apport d'éléments de l'ancienne extrême gauche, qui commençaient à être libérés.



développement. Encore une fois, sur la demande de ceux qui l'entourent, lisent les articles qu'il publie dans la presse nationale, le croisent lors des manifestations culturelles du centre ville, observent son activisme y compris au niveau du football local, il décide de consacrer une partie de son temps à son quartier.

Ces allées et venues à travers les espaces de rassemblement, entre Hajeb, où Mamoun conserve des attaches familiales et amicales, et Casablanca, son lieu actuel de résidence et de travail, renvoient en amont à la rupture avec une vision idéologique totalisante. Pour cet ancien militant marxiste, la recomposition des forces de gauche, la résistance au courant islamiste, passe par la renonciation aux pratiques politiques classiques et par des actions concrètes autour du plus petit dénominateur commun. La scène associative s'érige dès lors en champ alternatif. Pour corroborer cette approche, Mamoun invoque deux types d'arguments l'un extrinsèque, l'autre intrinsèque.

« Depuis l'effondrement de l'Union soviétique avec la globalisation, l'intérêt s'est porté au niveau transnational sur des questions sociales et non plus politiques. Les maladies, l'ozone, l'environnement. La succession des problèmes liés à la santé et à l'environnement, le Sida, a donné cette orientation sur le plan transnational. L'enfance... Ce sont ces questions qui constituent le problème de demain, qui vont grever le budget des États. Puis, il y a la pauvreté, les bidonvilles, le déséquilibre villes/campagne que l'on trouve au Maroc. »

Mais, au-delà de l'analyse du contexte transnational, Mamoun prend acte de l'inefficacité des modes d'action politique qui se sont forgés jusque-là au Maroc.

« L'action politique est finie et ne renaîtra jamais. On ne peut pas ressusciter quelqu'un dont le cœur s'est arrêté. [...] La politique au Maroc est morte. C'est trop tard. [...] L'action partisane politique a perdu sa crédibilité. Il n'y a d'espoir que dans les associations. Il faut ressusciter la confiance. Les gens pensent que la gauche ne peut rien faire et que la droite est constituée par une bande de voleurs. [...] Il reste le Makhzen <sup>1</sup>.

1. Le premier sens est tiré du français « magasin ». Au Maroc, cela a fini par désigner la maison royale, le territoire sur lequel s'étend son pouvoir ainsi que ses extensions administratives. Aujourd'hui, on utilise également le terme de « makhzenisation » pour évoquer la cooptation par le Makhzen, ou encore l'imprégnation par l'esprit et le style de celui-ci.

Les islamistes, ce n'est qu'un épisode qui va prendre fin comme les autres. Le Makhzen, c'est ce qui reste, il se renforce, il a des moments de faiblesse, mais qu'il transforme en triomphe. »

Les luttes pour le pouvoir enclenchées dans le royaume depuis l'indépendance se sont à chaque fois soldées par l'épuisement des opposants successifs. Face à ce constat, l'ancien militant basiste opte pour une « retraite » active. Lotfi adopte le même point de vue, tout en ayant un parcours différent, et une approche moins pessimiste.

Lotfi : de l'islamisme « ordinaire »  
aux droits de l'homme.

En 1992, l'année où Mamoun revient à l'université en tant qu'enseignant, Lotfi, né en 1973 et donc âgé de dix ans de moins que celui-ci, s'inscrit à la faculté située sur la route d'El-Jadida, désormais sous la houlette des étudiants islamistes du groupe Justice et Bienfaisance. Lotfi a grandi à Hay A, dans une famille de huit enfants, où le père, chauffeur de taxi, est connu pour sa sympathie pour l'USFP ; quant au frère aîné, né en 1967, il affiche un penchant clair pour les islamistes. Entre ces deux pôles familiaux, Lotfi trace son propre cheminement. Préadolescent, il fréquentait assidûment la mosquée, aucune en particulier, et des groupes qu'il n'identifiait pas à l'époque. Après la prière, il écoutait les leçons de Mohammed Bachiri <sup>1</sup> et de Mohammed Zouhal <sup>2</sup>, idéaux types des « prêcheurs libres » de la fin des années 1970. Pendant quatre à cinq ans, ces derniers ont captivé des milliers de fidèles, avant d'être interdits de prône en 1984, date à laquelle les autorités politiques opèrent un quadrillage du champ religieux, qui se traduit entre autres par le contrôle des nominations et par la fermeture des mosquées après l'heure des prières. Lotfi lisait également des ouvrages piétistes tel *Riad as-*

1. C'était l'un des principaux dirigeants du groupe Justice et Bienfaisance, jusqu'en 1996, date de son retrait, suite à des clivages internes. Pendant quatre ans, il avait prêché dans une mosquée de Derb Souttan.

2. Issu de l'enseignement religieux « classique », Mohammed Zouhal est diplômé de l'Institut Moulay-Youssef de Marrakech, l'équivalent de la Qaraouiyyine à Fès. Enseignant d'arabe, il se joint, au début des années 1970, à une association islamique. Il prêche d'abord dans une mosquée à Derb at-Toulba, puis à la mosquée des Martyrs (*Choubada*). Sur son parcours, voir M. Tozy, *Monarchie et islam politique...*, op. cit., p. 120.

*Salibin*. De retour à la maison, il s'en prenait à ceux qui ne priaient pas.

« J'étais comme un frère. Un jour à la mosquée, à la prière du couchant, je n'ai trouvé aucun d'entre eux, comme s'ils avaient été exclus de la mosquée. Après, j'ai appris qu'ils avaient une relation avec la chabiba islamique. C'était la campagne de répression de 1984. J'avais 11 ans. [...] Je ne sais pas avec qui j'étais exactement, j'étais avec eux c'est tout. [...] Quand tu arrêtes la prière, tu arrêtes d'être avec eux. C'est tout simple. » (Juillet 1998.)

En 1991, Lotfi est au lycée Mohammed-V. La guerre du Golfe constitue un moment fondateur pour lui et pour de nombreux jeunes de sa génération<sup>1</sup>. Dans un premier temps, il se laisse emporter sans grande conviction par la vague lycéenne de protestation et de soutien à l'Irak, qu'il qualifie de spontanée :

« On était un groupe d'élèves, on n'avait pas envie d'étudier, on ne voulait que la grève, mais en même temps il y avait de la sympathie pour l'Irak et notamment pour Saddam. On ne connaissait ni la nature du régime de Saddam, ni la relation qui existait entre les citoyens et les autorités en Irak. Le 17 [janvier], dans la cour de récréation, on a commencé à parler. De petits groupes se formaient. On n'avait pas de leaders. Ce n'était pas structuré. Saddam et l'Irak étaient attaqués, il fallait qu'on crie. Ce n'était pas un mouvement de protestation, avec un dossier de revendications. Un simple mouvement spontané et beaucoup d'enthousiasme. On n'avait pas d'horizons, on voulait juste faire grève. On scandait des slogans sans trop savoir. Chacun lançait le slogan qui lui passait par la tête. Par exemple le slogan "ohé, ohé", c'est le slogan du Widad<sup>2</sup>, des slogans de stades. Puis tout le monde reprenait le même slogan, on tapait sur nos cartables. On criait : "Ohé, ohé, ohé, Saddam, Saddam." On scandait : "Juifs prenez garde, Mohammed va revenir" (*baydar, baydar, ya yaboud, Mohammed sa ya'oud*), c'était un slogan islamiste. On ne savait pas alors qu'il y avait une différence entre sionisme et judaïsme. Lorsque les forces de l'ordre arrivaient, on criait "vive le roi" pour qu'on nous laisse sortir. On priait dans la cour. »

1. Voir M. Bennani-Chraïbi, *Soumis et rebelles...*, op. cit., chap. 9, « La rue en ébullition : crise sociale, crise transnationale ».

2. L'un des principaux clubs de football de Casablanca. Rappelons que les matchs de football et la sortie des stades sont des moments de forte socialisation et de confrontation aux autorités.

Pour la première fois de sa vie, Lotfi scande des slogans, il est confronté à la répression exercée par les forces de l'ordre contre de simples lycéens, et est sensibilisé au nationalisme arabe. C'est à partir de ce moment qu'il commence à s'intéresser au droit international, aux lois qui régissent le Conseil de sécurité, l'ONU. À cette époque aussi, il prend conscience de l'existence de luttes d'intérêts au niveau transnational, se familiarise avec les concepts de subordination, de dépendance (*taba'iyya*). À la suite de Kaddafi et de Khomeiny, par-delà les clivages idéologiques, Saddam était devenu un héros parce qu'il s'était opposé aux Américains.

Cette expérience ouvre de larges horizons devant Lotfi qui aborde l'université avec curiosité, mais les étudiants islamistes de Justice et Bienfaisance ne satisfont pas ses attentes. Il essaie néanmoins de profiter de l'atmosphère des cercles (*halaqat*). Il écoute avec beaucoup d'intérêt les uns et les autres, des étudiants de son âge, parfois de même niveau, s'exprimer avec éloquence. L'absence des segments de gauche marque cette période. Lotfi cherche à combler cette lacune par des lectures qui le renvoient vers d'autres références. Avec Mohammed Abed al-Jabri<sup>1</sup> et Burhan Ghalioun<sup>2</sup>, il découvre une approche critique de la pensée religieuse. Au fil de ses pérégrinations livresques, il s'initie au marxisme... Le mur de Berlin est tombé quatre ans plus tôt !

Des événements et des rencontres, où la dimension affective et émotionnelle est présente<sup>3</sup>, contribuent à nourrir son orientation de gauche. Dès son entrée à la faculté, il se lie d'amitié avec un groupe de garçons et de filles. Ils fréquentent en « clique » les travaux dirigés, révisent ensemble, prennent le bus à plusieurs, certains habitant à proximité de sa demeure. Ils partagent également un certain humour et aiment rester au campus pour jouer au football, à l'heure où les autres rentrent déjeuner. Un

1. Philosophe marocain, qui a marqué la pensée arabo-musulmane critique contemporaine, rédacteur en chef de la revue *Fikr wa naqd* (Pensée et critique), proche du parti de gauche, l'USFP.

2. Penseur syrien, exilé à Paris, où il dirige le Centre d'études sur l'Orient contemporain. Dans une approche critique, il aborde les questions de la laïcité et de la modernité en islam.

3. On retrouve cette importance de l'affectif dans le travail de V. Lafont, « Les jeunes militants du Front national », dans « Devenir militants », *Revue française de science politique*, dossier cité.



jour, l'un d'entre eux est « découvert » par des militants islamistes, en train de marcher, au loin derrière les arbres, en compagnie d'une fille. Ceux-ci le traitent de mécréant (*zindiq*) et menacent de le traduire devant un « tribunal ». L'incident suffit pour susciter en Lotfi une aversion à l'égard des islamistes. De temps en temps, lorsqu'un militant de gauche, un basiste de Fès<sup>1</sup> ou un étudiant OADP font une prompte apparition dans le campus, Lotfi s'empresse de saisir l'opportunité pour discuter avec ceux qui représentent à ses yeux une alternative. En 1993, il fait la connaissance d'étudiants du Mithaq, un mouvement qui propose un projet syndical étudiant centré sur l'université, visant l'unification de l'ensemble des segments, islamistes comme de gauche, mais rejeté de tous. Leur ouverture, leur esprit de dialogue, leur rationalité, et même leur syncrétisme séduisent Lotfi. Le 11 novembre 1993, les étudiants de Justice et Bienfaisance les agressent pour les empêcher de présenter publiquement leur projet. L'année suivante, c'est par le PADS que Lotfi se laisse convaincre. Lorsqu'il prend la décision de s'engager officiellement, il apprend que l'un de ses plus proches amis, un voisin inscrit dans la même faculté que lui, en fait partie.

Cet engagement l'expose à d'autres rencontres et investissements. Lotfi lit de manière soutenue la presse de gauche, mais cela ne l'empêche pas de parcourir les publications islamistes. Doté d'une licence d'économie, il ne parvient pas à s'inscrire en troisième cycle et adhère à l'association des diplômés au chômage fondée en 1991 : « Je suis dans cette association pour trouver un emploi. À chaque fois qu'il y a une action contre le Makhzen, je m'y engage. »

Comme Mamoun, il se joint à différentes associations culturelles, dont certaines sont apparentées à la gauche. Dans l'une d'entre elles, un sous-groupe de Hay A se forme et cultive l'idée d'initier une action au niveau de son propre quartier. Dès 1996, Lotfi ressent le besoin de « se spécialiser dans un seul domaine pour bien se former », opte pour les droits de l'homme et devient membre de l'AMDH, par l'intermédiaire d'un ami du

1. Dans certains campus, notamment ceux de Fès et Oujda, des groupes basistes ont survécu. Des luttes meurtrières entre eux et les islamistes ont débouché sur une nouvelle vague répressive.

PADS. Lotfi réalise ainsi une sorte de reconversion qui l'éloigne, à chaque nouvelle étape, de ses convictions religieuses de départ.

« Pour la prière, je priais, j'arrêtais. À la fac, j'ai prié un moment avec des copains. Depuis les lectures que j'ai commencé à faire en 1994, j'ai cessé d'avoir une conviction religieuse. Maintenant, ma religion, c'est la charte universelle des droits de l'homme. »

Cette polarisation idéologique ne semble pas s'être accompagnée pour autant d'un déni des liens du passé. La gestion par Lotfi de son implication pendant les élections de 1997 en est révélatrice. En tant que militant du PADS, un parti de gauche qui s'est prononcé pour le boycott, refusant de contribuer à nourrir la « tromperie politique » générale, il a fait campagne au centre ville pour défendre la ligne du parti. Mais, dans son quartier, il a aidé Abdelkader qui deviendra l'un des premiers élus islamistes.

« Abdelkader a été mon professeur. Pendant les communales, je l'ai aidé. C'est un ami, il a été mon professeur, je ne vais pas l'emmener dans un café pour lui expliquer que je suis avec le PADS et que je boycotte les élections. On garde une relation. J'aime avoir des informations sur l'assemblée. »

Le jeu d'échelles a rendu possible cette dissociation. Plus généralement, Lotfi ne voit aucun inconvénient à coordonner une action avec les islamistes. Tout dépend du niveau d'intervention. Lorsqu'il s'agit de football ou d'enjeux locaux, l'approche idéologique est mise en veilleuse. Le fait que Lotfi considère les islamistes comme peu influents en dépit de leur visibilité et qu'à l'exemple de Mamoun il situe le véritable problème au niveau du Makhzen, réduit à ses yeux de telles dissonances. Cette vision expérimentale et par moment utilitariste se retrouve également chez des interviewés islamistes qui, à l'instar des militants de gauche et d'extrême gauche, renoncent à l'action clandestine pour s'initier à de nouvelles modalités d'intervention dans l'espace public.

### *Parcours islamiques*

Les parcours des acteurs présentés dans cette partie s'inscrivent en relation avec l'histoire d'une tendance du mouvement

islamiste, celle qui a fini par s'intégrer au système politique en place à la suite de profondes ruptures idéologiques<sup>1</sup>. Au commencement était la Chabiba, première organisation islamique maghrébine, créée en 1969, sous l'instigation de Abdelkrim Moti', un inspecteur d'enseignement. En 1975, l'implication de certains de ses membres dans l'assassinat de Omar Benjelloun signe son déclin en tant que structure et aboutit à sa dissolution dès 1976. Toutefois, la clandestinité et le désarroi ne semblent pas avoir entravé la poursuite de la vague de recrutement, notamment grâce au réseau d'enseignants tissé par Moti'. L'attribution du meurtre du leader de gauche à ce groupe islamiste aurait, en outre, incité une partie de ses membres à approfondir la réflexion sur la violence et sur le passage au politique. Les controverses de la fin des années 1970 et du début des années 1980 conduisent une fraction des militants de la Chabiba à renoncer aussi bien à Moti' – voire au principe de guide d'une manière générale – qu'à la violence comme mode d'accès au pouvoir. À la même époque, comme nous l'avons vu, des opposants de gauche et d'extrême gauche font le deuil du grand soir. Seulement, dans le cas précis de la Chabiba, les hypothétiques conciliabules secrets et meurtriers se sont traduits par le durcissement, puis par la marginalisation du mouvement. La survie ou la renaissance ne pouvaient passer que par une mise au point interne sur les objectifs de l'action, les moyens à adopter, le rapport à l'État et à la société. La culture du compromis, adoptée par à-coups et entre « initiés » dans le reste de la classe politique, a fait l'objet d'une véritable conceptualisation au sein de la Jama'a al-islamiyya fondée en 1981, rebaptisée, dès 1983, Jam'iyyat al-jama'a al-islamiyya et, en 1985, al-Islah wa at-Tajdid (Réforme et Renouveau). En 1991, à la suite de la fusion avec la ligue islamique de Raïssouni, le mouvement se renomme al-Islah wa at-Tawhid (Réforme et Unicité). Les demandes de parti n'ayant pas eu l'aval des autorités, dès 1992, démarre la prise de contacts avec le docteur al-Khatib, un proche du Palais, qui finit par les recueillir au sein du Mouvement populaire cons-

1. Pour une étude approfondie du mouvement, et sur les péripéties qui ont conduit les militants de la Chabiba à se scinder, puis à fusionner, pour enfin créer le mouvement Réforme et Renouveau, voir M. Tozy, *Monarchie et islam politique...*, *op. cit.*, chap. 8, p. 227-257. Voir aussi E. Burgat, *L'islamisme au Maghreb...*, *op. cit.*

titutionnel et démocratique (MPCD), une coquille vide qu'il dirige depuis 1967. À la suite des législatives de 1997, qui marquent l'entrée des premiers islamistes au sein du Parlement marocain, celui-ci est rebaptisé, en 1998, Parti de la justice et du développement (PJD).

Rassurer les autorités, s'ouvrir sur la société, se faire apprivoiser par les autres acteurs de la société civile, ont constitué le principal souci du mouvement, depuis sa naissance et sous ses différentes dénominations. La filiation pesante avec la Chabiba a incité les militants à beaucoup de prudence et de patience. Cela ressort aussi bien dans leurs stratégies d'autolimitation que dans leurs écrits et propos.

« Le mouvement de la réforme a toujours existé au Maroc. Cette partie représentée aujourd'hui par Réforme et Unicité [al-Islah wa at-Tawhid] et Justice et Bienfaisance [al-'Adl wa al-Ihsane] est un prolongement de l'action réformiste. Mais lorsqu'on dit mouvement islamiste, cela ne veut pas dire que l'autre partie ne constitue pas un mouvement islamiste. [...] Les organisations politiques tirent leur légitimité de l'Istiqlal. [...] Le MPCD n'est pas un parti islamiste, c'est un parti politique qui présente un programme sociétal avec un référent islamique. Parce qu'au moment où tu diras c'est un parti islamiste, tu vas susciter la question : que sont les autres partis ? [...]. Le mouvement islamiste regroupe tout le monde... De ce point de vue, même le mouvement national est un mouvement islamiste. Et le mouvement islamiste est un mouvement national. Il y a une dialectique entre les deux. » (Abdelkader, élu PJD, 3 juin 1998.)

Se situer dans la continuité d'une histoire politique nationale, affirmer que cet héritage a été recueilli par l'ensemble des partis marocains, visent à se faire reconnaître comme un « parent » et non comme un dissident qui s'érige en détenteur de la vérité. De plus, le pluralisme est légitimé dès lors qu'il y a consensus sur l'islamité de tous les acteurs. Si l'ancrage dans la contemporanéité, le réalisme, le pragmatisme façonne le modèle de participation du mouvement, c'est par l'adoption de modes d'action diversifiés que celui-ci met en pratique la volonté de passer d'une structure fermée, clandestine, fonctionnant dans la dissimulation, à une organisation composée par une élite cultivée certes, mais ouverte sur les masses, disposée à s'adapter à leurs attentes. Le souci de se transformer en mouvement de masse se traduit déjà, à partir du milieu des années 1980, par une tenta-

tive de percée tant associative que médiatique. Plusieurs revues voient alors le jour : *Islab*, *Raya*. Les intellectuels du mouvement, tels Saad Eddine Othmani, Mohammed Yathim, Abdellah Baha, publient des ouvrages où ils exposent leurs conceptions du droit (*fiqh*), de la prédication (*da'wa*), de la réforme, leur option pour un changement en profondeur d'ordre civilisationnel, sociétal, plutôt que politique. Il faut cependant attendre les années 1990, au moment où les autorités ont lâché du lest, pour que le phénomène associatif connaisse un dynamisme et une visibilité remarquables. Les islamistes n'ont pas manqué de saisir l'opportunité créée par l'ouverture de ce cycle qui a bénéficié à l'ensemble de la société civile. Au sein du mouvement, les formes d'intervention dans le champ associatif ont même donné lieu à une réflexion qui s'est concrétisée par l'élaboration d'une stratégie. De l'action sociale menée au sein de comités de quartier dépendant de la hiérarchie de l'organisation, on est passé à la conception d'un mode d'encadrement et de participation, totalement autonome. La disposition d'un certain nombre de personnes à agir dans le domaine social, sans se retrancher dans un cadre politique, tendance dominante au sein de la société marocaine, a été de cette manière enregistrée et prise en compte.

« Maintenant que l'idée associative est claire, moi en tant que membre du mouvement, je peux créer une association sans consulter ni le parti, ni rien du tout, [...] ou bien entrer dans une association déjà constituée, n'importe laquelle. Il arrive qu'on organise une réunion entre militants du mouvement et qu'on demande aux personnes qui sont dans des associations de se présenter. Quelqu'un peut se lever et dire : je fais partie de l'association de lutte contre le Sida. [...] En d'autres termes, il ne s'agit plus de contrôler des associations, mais de conduire une action dans une association donnée, à partir de ta propre vision des choses. » (Abdelkader, 1998.)

Le PJD semble avoir intériorisé, voire condensé, sous forme de mode d'emploi, les pratiques et la nature des interactions en vigueur dans le cadre d'un fonctionnement « dans le système », à tel point qu'il pourrait constituer un idéal type des partis marocains. Une nuance s'impose pourtant : dans le cas de l'organisation islamiste, le modèle d'action a donné lieu à des débats internes, à une production doctrinale et à une « éducation ». Militants actifs, comme Abdelkader et Mustafa, ou dissidents à

l'instar de Khalil, les membres qui ont été formés en son sein, sur une durée plus ou moins longue, en portent la marque.

Abdelkader :  
parcours d'un élu islamiste

Abdelkader vit toujours dans la rue où il a vu le jour en 1957. Le même toit continue à abriter ses parents, originaires de la région de Settat, son frère, sa femme et ses trois enfants. Son père était dans l'armée sous le Protectorat mais, ayant accidentellement perdu ses papiers, il n'a pas pu poursuivre sa carrière militaire et s'est adonné au commerce des objets usés, à travers les souks de la région de Casablanca et de Berrechid qu'il a parcourus à vélo, jusqu'à un âge avancé. C'est dans l'environnement vétuste de Hay A qu'Abdelkader est socialisé. Doué dans les matières scientifiques, il choisit pourtant la voie littéraire, encouragé en cela par ses excellentes notes en arabe. Son parcours est celui d'un élève studieux, pieux et sportif. D'après ses dires, l'autre voie empruntée dans le quartier était celle de la déviance qui se traduisait par la consommation de l'alcool et du cannabis. Il était et demeure un fan du Widad, club de football de Casablanca. Et c'est avec nostalgie qu'il évoque la maison d'en face, celle où les tenues du Widad étaient cousues, lavées, raccommodées. À l'époque, la principale préoccupation de son groupe d'amis était le sport. La musique animait leur univers d'adolescent des années 1970. Abdelkader appartenait à un groupe de musique imprégné par les sonorités de Nass al-Ghiwane, Gil Gilala... Ces groupes ne sont pas l'apanage de la mouvance de gauche et d'extrême gauche, ils ont marqué toute une génération. Ses camarades et lui fréquentaient également un « Fassi d'un certain âge, qui portait le terbouche et [leur] servait cornes de gazelle et *ghriyba* ». Celui-ci les initiait au *malboun*, héritage arabo-andalou, un chant poétique versifié en arabe dialectal, accompagné par des cordes et des percussions.

Alors que Abdelkader est au lycée, son frère lui propose un jour de l'accompagner à une réunion d'ascètes mystiques (*fouqara*). Plus tard, il apprend que ceux-ci appartiennent à la confrérie de la Bouchichiya.

« On a trouvé des gens en train de lire le Coran et d'invoquer le nom de Dieu (*dbiker*). Le samedi, ils se rencontraient chez quelqu'un,

dinaient chez lui, et faisaient du *dhikr* jusqu'au matin. Moi, j'aimais poser des questions. Mais pour eux, il ne fallait faire que du *dhikr*. »

Puis, Abdelkader est devenu un habitué des mosquées privées qui abritaient Cheikh Zoubeir et Haj Hassan Ntifi. Ces juges, formés dans l'enseignement religieux, avaient un langage accessible, « en prise avec la réalité », ils enraccinaient leur érudition religieuse dans la « quotidienneté <sup>1</sup> ». Rappelons que la deuxième moitié des années 1970 et le début des années 1980 sont marqués par la visibilité des prédicateurs libres que Lotfi écoutait enfant.

« En venant écouter ces imams, j'ai commencé à me poser des questions sur la Bouchichiya. Certes, d'un point de vue spirituel, c'était bien, mais on ne pouvait pas poser des questions d'ordre social, liées au réel [...]. Dans la confrérie, ils n'avaient aucune vision politique. [...] Cette première étape, celle du mysticisme (*tasawwouf*), était liée au spirituel ; la seconde, la phase des oulémas, éclairait la voie, elle m'a permis de mettre les points sur les "i". Le mouvement islamiste a constitué enfin la dernière étape. »

L'écoute assidue des prêcheurs, « catégorie hybride, proche par son référentiel des oulémas et, par sa pratique politique, des mouvements islamistes <sup>2</sup> », favorise le passage de Abdelkader du mysticisme à l'islamisme. Cette fois-ci, c'est par l'intermédiaire d'un camarade de lycée qu'il rejoint le mouvement islamiste en 1977-1978. La relation se noue au fil des échanges de livres, de discussions poussées, de rencontres successives, qui se prolongent par des activités communes : fréquentation de la mosquée, participation à des conférences.

« À l'époque, lorsqu'on entrait dans le mouvement islamiste, on ne savait pas avec qui on était. [*Rire*] [...] Au début, on ne sait pas, c'est par la suite qu'on l'apprend. Il faut dire qu'à la fin des années 1970, cela fonctionnait sous forme de cellules clandestines. Aujourd'hui, il y a des associations, on peut clairement présenter sa charte [*mithaq*] à la personne intéressée, lui laisser le temps de réfléchir. C'était sans aucun doute la Chabiba. [...] À partir de 1969, il y avait la Chabiba islamiyya.

1. M. Tozy, *Monarchie et islam politique...*, *op. cit.*, p. 122.

2. *Ibid.*, p. 126. Ce sont des prêcheurs comparables au Cheikh Kichk, « star du sermon » de l'Égypte des années 1970. Voir G. Kepel, *Prophète et pharaon...*, *op. cit.*

Vers 1975-1976, après l'assassinat de Omar Benjelloun, un tournant s'est produit. Ce point est resté obscur. Les années 1970 ont connu des questionnements, c'était une phase de désarroi. [...] La période 1975-1980 était une période de tourmente pour plusieurs raisons : le dirigeant de la Chabiba était à l'étranger et la question "Qui a tué Omar Benjelloun ?" restait posée. » (Juin 1998.)

Abdelkader a été témoin des débats qui agitaient les militants de la Chabiba et qui trouvaient un écho dans la littérature islamique transnationale, dite de l'autocritique.

« Dans un premier temps, l'action islamiste était sacralisée par ceux qui la portaient et qui considéraient leur mouvement comme un regroupement de nature angélique, incapable de commettre une faute. Puis une nouvelle génération a produit, à travers de multiples écrits, une autocritique. Pour cette génération, les mouvements islamistes sont des mouvements de nature humaine, qui peuvent donc commettre des fautes. » (Abdelkader, 18 juillet 2001.)

C'est donc dans le cadre de cellules secrètes que Abdelkader a commencé son cheminement dans le mouvement. En 1981, il accompagne la naissance de la Jama'a islamiyya. Il n'a jamais connu la vie de campus des universités marocaines, ni l'atmosphère du syndicalisme étudiant dominé à son époque par l'extrême gauche. Dès sa réussite au baccalauréat en 1978, sa famille le presse d'entrer dans la vie active. Il débute sa carrière d'enseignant en tant qu'instituteur. Parallèlement, il poursuit ses études, se présente à des concours à chaque fois couronnés par le succès : Centre pédagogique régional (formation des enseignants du premier cycle du secondaire), École normale supérieure (formation des enseignants du second cycle du secondaire). En 1993, il décroche un diplôme d'études approfondies. Son mémoire porte sur Abdellah Guennoun (mort en 1991), un savant religieux (*'alim*) de la première génération de la lutte pour l'indépendance, qui a été membre de l'Académie royale du Maroc, secrétaire général de la Ligue des oulémas, et qui se distinguait par une « relation faite de collaboration distante <sup>1</sup> » avec le Palais.

Abdelkader est devenu l'un des intellectuels du mouvement Réforme et Unicité. D'après lui, dans cette organisation, la dis-

1. Voir le portrait qu'en fait M. Tozy, *Monarchie et islam politique...*, *op. cit.*, p. 119.



tribution des tâches se fait selon les talents et le domaine de compétence de chacun. Il s'est « spécialisé » dans le culturel, ce qui ne l'a pas empêché de s'investir dans des actions de bienfaisance. Sollicité en tant que conférencier, il donne plus d'une douzaine de conférences par an, notamment dans le cadre associatif. Il écrit aussi dans des quotidiens et des revues, qui ne sont pas nécessairement islamistes, des articles sur la mondialisation, sur le clash des civilisations. Il participe ainsi à la renégociation de l'image de son mouvement. Après son élection en 1997, d'abord en tant que représentant communal, puis en tant que député, Abdelkader fonde Nour, une association de quartier. Depuis la fin des années 1970, il a ainsi vécu les différentes étapes et développements d'un même mouvement par lequel Khalil n'a fait que transiter.

#### Khalil : un déçu du PJD

Les pérégrinations de Khalil à travers l'espace public sont sous-tendues par l'intérêt qu'il porte à la culture à laquelle il s'initie dans la vieille médina de Casablanca, où il voit le jour en 1959. Dès son entrée au collège, il découvre le plaisir de la lecture et s'inscrit à la bibliothèque du boulevard Ziraoui. C'est là qu'il écoute, pour la première fois, une conférence. Au cours des années 1970, le Parti du progrès et du socialisme (PPS) est actif dans son quartier. Cette organisation communiste était alors l'une des rares à bénéficier d'un statut légal dans le monde arabe et musulman. Ses militants, comme ceux de l'UNFP, puis de l'USFP, faisaient ce que l'on appelle aujourd'hui du travail de proximité, organisaient des activités culturelles, artistiques, des excursions... Khalil participe, dans ce cadre, à un débat autour du film du cinéaste Souheil Ben Barka<sup>1</sup>, une autre première pour lui. Au lycée, il quitte plus souvent son quartier pour fréquenter des instituts culturels étrangers (Goethe, Centre culturel français). Après l'obtention d'une licence en littérature arabe, en 1985, il s'inscrit en doctorat et à la bibliothèque de la Fondation Abdulaziz qui ouvre à peine ses portes grâce à des

1. Cinéaste marocain, né en 1942, qui a produit plusieurs longs métrages : *Mille et une mains* (1972), *La guerre du pétrole n'aura pas lieu* (1974), *Noces de sang* (1977)... autant de films qui étaient projetés dans les ciné-clubs animés par la gauche.

fonds saoudiens. Ce lieu culturel casablançais des plus éminents met à disposition des chercheurs et des doctorants un fonds d'ouvrages et de périodiques riche, diversifié, constamment renouvelé, et ce dans un environnement architectural andalou, confortable et fonctionnel, donnant sur l'Océan. Par ailleurs, des conférences-débats ont lieu tout au long de l'année et favorisent la rencontre de penseurs qui viennent d'un peu partout.

Enseignant, Khalil prend l'initiative d'organiser, dans l'établissement auquel il est rattaché, des activités culturelles (conférences, activités théâtrales, concours de poésie...). Au sein des collèges et des lycées, les comités culturels, artistiques, sportifs coordonnés par les professeurs permettent d'encadrer les élèves. Les succès connus par Khalil, dans ce domaine, l'amènent à être sollicité par la commune, détenue par un parti dit de l'administration, l'Union constitutionnelle (UC), surnommé « parti cocotte-minute » à sa création à la veille des élections, en 1983, par Maati Bouabid, ancien Premier ministre (1979-1983). En effet, à peine cette organisation a-t-elle vu le jour qu'elle est devenue, par la voie de scrutins peu concurrentiels, le premier parti du royaume. La popularité de Khalil lui vaut une tentative de recrutement par l'UC. Mais le professeur se joint à sa sortie de l'université au groupe islamiste Réforme et Renouveau.

Khalil a fréquenté la faculté des lettres de Aïn Choq entre 1981 et 1985. Selon ses propres dires, l'activité syndicale estudiantine était bien calme durant cette période : « C'est bien dommage, ce sont des années de formation importantes. » Il aurait sans doute milité avec les Tajdidis (militants de Réforme et Renouveau) qu'il a commencé à fréquenter à cette époque. Sans visibilité organisationnelle à l'échelle universitaire, ceux-ci n'en étaient pas moins présents à titre individuel. Khalil se sentait en phase avec leur vision politique, avec leurs stratégies « ancrées dans le réel ». Par contre, il n'a jamais été tenté de se rallier au groupe Justice et Bienfaisance, appréciant peu « leur manière d'affronter les problèmes » : « Prenons le Mémorandum<sup>1</sup>, ce n'est pas une manière de conseiller, ni même de parler aux gens. » (Août 2000.)

1. Abdessalam Yassine a envoyé un mémorandum à Mohammed VI dès la fin de l'année 1999, qui s'inscrit dans la même tradition que sa lettre à Hassan II, *L'Islam ou le déluge*. Voir, à ce sujet, l'analyse de M. Zeghal, « Comment "convertir" le roi... », art. cité.

Il rejoint en cela l'opinion de Abdelkader qui dit à ce sujet : « C'est un scandale (*fadiha*) et non un avis (*nasiba*)<sup>1</sup> ». Selon Khalil, l'islam est loin d'être le monopole du mouvement islamiste. Dans la même lignée que Abdelkader, il considère que des partis comme l'Istiqlal, l'USFP ou même le PPS comportent également des éléments pieux, favorables à l'application de la *chari'a*, qui n'est du reste, selon lui, qu'un slogan que n'importe qui peut émettre. Pour lui, l'enjeu consiste à progresser dans la construction d'une démocratie qui ménage les « fondements de l'islam ». Il défend avec force les principes de pluralisme et de respect de la différence, mais il pense aussi comme allant de soi un consensus minimal fondé sur la base de l'attestation de foi. La devise de la nation, « Dieu, la patrie, le roi » implique, selon lui, une exigence : « Respecter la dimension de l'islam, religion d'État, respecter ses fondements : il y a un seul Dieu et la religion de Dieu est l'islam. » Après un séjour de trois ans à Oman, il a redécouvert les atouts de la monarchie marocaine :

« J'ai vécu une expérience à Oman. Le Maroc me semblait mille fois mieux que tous les pays arabes. J'étais en famille. Les gens ont une bonne moralité. Je n'avais eu aucun problème avec les gens. Mais il n'y avait aucune liberté d'expression. Ici personne ne t'empêche d'aller à la mosquée comme en Tunisie, personne ne t'interdit de te joindre à un parti, personne ne t'interdit de faire la grève. [...] Il faut dire que nous sommes un peuple autoritaire en soi. [...] Celui qui a la moindre autorité cherche à l'exploiter. »

Khalil a quitté le PJD, non pas tant sur la base d'un désaccord concernant les buts du parti, mais pour des raisons liées à l'organisation ; la vision du parti n'étant pas suffisamment claire, notamment concernant les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs délimités (intérêt général, justice...). La deuxième série de reproches concerne les militants qui, selon lui, n'ont idée ni de l'histoire de leur organisation, ni de ses visées, et encore moins de la structuration du champ partisan marocain. Or, la connaissance des concurrents est indispensable à ses yeux : « Comment savoir alors avec qui on peut s'entraider et avec qui on ne peut pas travailler ? » Par ailleurs, l'action du mouvement sur le terrain laisse Khalil insatisfait. Si les militants du PJD sont

1. Il s'agit des conseils que sont censés donner les oulémas aux rois.

actifs dans certains quartiers de la ville, comme c'est le cas de Abdelkader, l'un de ses amis, à Hay A, il n'en est pas de même là où l'enseignant habite. Khalil constate enfin l'hétérogénéité du mouvement, déplore la présence de « parasites », et conclut que tout parti est composé par des êtres humains ; l'humanité impliquant la souillure potentielle des intérêts nobles par les appétits personnels. Face aux urnes, Khalil pense, à l'avenir, résoudre son dilemme en accordant sa voix à une personne qu'il connaît bien, soit par proximité immédiate, soit par l'intermédiaire d'amis très proches, mais surtout pas selon des critères de type partisan. Il donne l'exemple d'un pharmacien de son quartier qui s'est présenté sans succès aux dernières élections communales sous l'étiquette de l'OADP et pour lequel il aurait voté parce que celui-ci a su gagner sa confiance. Un jour, il lui manquait de l'argent pour payer des médicaments et, sans le connaître, le pharmacien l'a laissé les emporter. Peu convaincu par les acteurs de la scène politique officielle, Khalil continue plus que jamais à s'investir dans le culturel et c'est par cette entrée qu'il s'est joint à l'association Sabil de Hay B, où il a fait la connaissance de Mustafa.

#### Mustafa : un cadre local du PJD

Tout en étant plus jeune que Abdelkader, Mustafa, né en 1963 dans un douar de Hay B, a un itinéraire qui présente quelques similitudes avec le sien. Au collège à 15 ans, il intègre informellement le mouvement islamiste, sous l'impulsion de son professeur d'éducation religieuse, un cadre de la Chabiba (alors en pleine crise) qui a exercé son charisme sur tout un groupe d'élèves, « disposés à recevoir » un tel message. Mustafa évoque le vide que connaissait leur vie d'adolescents enthousiastes et pense que l'engagement islamiste était en congruence avec son milieu d'origine campagnard et « conservateur », et n'a fait que cristalliser une orientation religieuse de départ qui se traduisait *a priori* par le fait de s'abstenir de fumer et de boire de l'alcool. Il pense toutefois qu'un communiste aurait pu avoir le même type d'ascendant sur lui. Avant de s'affilier à une structure, Mustafa a d'abord intégré un rituel et un groupe de pairs, quatre à cinq garçons du quartier qui fréquentent le même établissement scolaire, les mêmes mosquées. Une quasi sous-culture adolescente les unissait :



« On était extrémiste. On ne mangeait pas avec quelqu'un qui ne priait pas. On était jeune, enflammé. Si ta mère ne priait pas, tu ne lui adressais pas la parole. Si quelqu'un t'invitait à un mariage, tu n'y allais pas, parce que c'était de la mécréance [*al-moumkar*]. »

Cela rejoint les modalités de recrutement du mouvement islamiste décrites par Abdelkader :

« Il y a des moyens, il s'agit d'assimilation plutôt que de recrutement [*isti'ab machi istiqtab*]. Cela varie en fonction de l'interlocuteur [*moukbatab*]. Il y a des jeunes qui semblent être dans une bonne disposition... Tu vois un groupe de jeunes bien, propres... Tu les informes sur une conférence qui se donne à la Maison de jeunes. Il y en a un qui vient. Puis une autre fois, une autre conférence est organisée. Ce jeune est à nouveau invité. Il devient ami avec les autres jeunes [qui viennent écouter les conférences]. Il se trouve que ce jeune ne prie pas. Il commence à aller à la mosquée avec ses nouveaux camarades. [...] Il finit par intégrer des rituels, il arrive à un rang, il intègre une manière de pensée. » (Abdelkader, 3 juin 1998.)

À l'instar de Abdelkader et Lotfi, Mustafa se rendait aux mosquées tenues par les prédicateurs, qui attiraient vers eux des fidèles en provenance des quartiers populaires les plus lointains.

En 1984, Mustafa est en terminale. Avec ses camarades de quartier et de lycée, et sans doute dans le cadre du mouvement Réforme et Renouveau, il décide de passer à un autre stade de l'action, à savoir l'encadrement des enfants de « ceux qui sont engagés comme nous », et ce, à travers l'organisation de campements. La route d'Azemmour, kilomètre 57, était déjà un de leur lieu d'estivage de prédilection. Il fallait surtout s'éloigner des côtes à la promiscuité et à la mixité « repoussantes », pour se réunir, à proximité de l'eau, sur une plage ou dans une forêt que le public n'a pas encore découvert et d'où les autorités ne les ont pas encore chassés. Pendant les vacances trimestrielles ou estivales, le camping était l'instrument privilégié pour compléter le programme de formation annuel d'un sympathisant ou d'un militant du mouvement, programme composé pour l'essentiel par des activités culturelles et sportives, organisées autour des heures de prière. Rappelons que le début des années 1980 correspond pour le groupe à la phase que Abdelkader caractérise par « la recherche d'une manière d'être dans la société ». Selon ses dires, les « techniques » commencent alors à se modifier et,

lorsque certaines d'entre elles perdurent, elles voient leur forme et leur contenu s'acclimater aux nouvelles stratégies dessinées par le mouvement. Farid, né en 1972, membre de l'association Sabil, a été un habitué de ces campings au milieu des années 1990. À la suite d'une excursion organisée par le comité culturel de son lycée, apparemment encadré par des membres du mouvement Réforme et Renouveau, Farid participe régulièrement aux estivages organisés par le groupe et destinés aux lycéens, accompagné de camarades qui partageaient son goût pour le culturel. Tous les jours, ils écoutaient des conférences données par des professeurs et des « docteurs ».

Mustafa s'inscrit à la faculté des lettres de Aïn Choq, à Casablanca, en 1985, au moment où Khalil la quitte. Cette phase est décisive pour son passage à l'affiliation politique, à partir d'un engagement qu'il qualifie de « normal », celui d'un « islamiste individuel », non structuré par l'appartenance à une organisation. C'est la fréquentation du milieu étudiant qui lui permet de surmonter la peur que lui inspire le politique :

« J'étais encore apeuré, d'un point de vue sécuritaire. La politique, c'est la prison, et puis les parents... [...] Parce que la nature de mon éducation est campagnarde, la peur de l'autorité, du *mqaddem* <sup>1</sup>... Mais à la fac, on fréquente les autres, on observe les étudiants en train de crier. Ils se présentent chez le doyen pour représenter les étudiants. Cela paraît normal. La peur disparaît. »

Socialisé par des anciens de la Chabiba, il se joint au mouvement Réforme et Renouveau qui lui semble par ailleurs moins effrayant que le groupe Justice et Bienfaisance, pourtant plus visible dans l'enceinte universitaire, mais jugé « extrémiste ». Ce lecteur de Rachid Ghannouchi <sup>2</sup>, de Hassan Tourabi <sup>3</sup>, et de Youssef Qardaoui <sup>4</sup>, était acquis, tout comme les leaders de son mouvement, à la pensée autocritique de l'action islamiste des

1. Agent du Makhzen.

2. Dirigeant du Mouvement de la tendance islamique tunisien, en exil à Londres.

3. Idéologue islamiste du régime né au Soudan du coup d'état militaire de 1989.

4. Célèbre *'alim* égyptien, compagnon des frères musulmans, bien vu des pétromonarchies du Golfe. Sur l'ensemble de ces producteurs de sens islamique, voir Gilles Kepel, *Jihad...*, *op. cit.*

années 1970 et du début des années 1980 : la corruption et la dépravation (*fasad*) ne proviennent pas du haut, elles se situent au niveau de la société qu'il faut en priorité réformer, à partir de la pénétration de ses institutions : les partis, les syndicats, les associations...

Au milieu des années 1980, Mustafa compte parmi les étudiants islamistes qui commencent à peine à s'organiser et qui parlent d'investir et de restructurer l'UNEM, fer de lance de l'opposition de gauche puis d'extrême gauche jusqu'au début des années 1980. « On ne va pas créer quelque chose de nouveau, alors qu'il existe une structure qui n'est pas encore morte. Il faut entrer à travers les institutions qui existent, qui sont déjà là et où tu as le droit d'entrer. »

Dès cette époque, ils décident de tenter de rassembler autour de revendications estudiantines liées au transport, au restaurant universitaire, à la nature des examens, aux recours émis par les étudiants exclus. Ils constatent alors que la plupart des militants de gauche et d'extrême gauche, actifs dans le campus, ont été, au préalable, formés dans les Maisons de jeunes. Ils envisagent d'infiltrer celles-ci à leur tour, afin d'encadrer les lycéens, de manière à ce qu'ils ne se laissent pas entraîner par « n'importe quel mouvement » à leur arrivée à l'université. Pourtant, jusque-là, les islamistes n'avaient que mépris pour ces lieux de mixité, perçus comme des îlots de dévoiement. Mustafa crée, durant l'année 1985-1986, un club du livre, dans le cadre de la Maison de jeunes de Hay B qui, selon ses dires, connaît un véritable succès non sans relation avec le profil des conférenciers invités, qui étaient déjà les ténors du noyau dur de ce qui deviendra le mouvement Réforme et Renouveau : Mouqri Abou Zaid, prédicateur de mosquée, Saad Eddine Othmani, à la fois psychiatre et diplômé de Dar al-Hadith al-Hassaniyya en *fiqh*, directeur de la revue islamiste *Fourqan*... En ce temps-là, il était inhabituel que les structures dépendant du ministère de la Jeunesse et des Sports servent de tribune à de tels personnages. Suite aux menaces et aux pressions exercées par les autorités locales, cette entreprise est interrompue en 1990. Pour Mustafa, l'expérience est néanmoins formatrice dans le sens où ses camarades et lui-même réalisent davantage qu'il faut « s'adapter au réel », c'est-à-dire réfréner leur enthousiasme afin de ne pas s'attirer les foudres de la répression.

Progressivement, Mustafa grimpe dans la hiérarchie du mouvement pour devenir l'un des responsables du secteur Hay B. Dans le cadre de la stratégie dessinée par le leadership du groupe, il s'investit dans l'action associative locale et notamment à Sabil. Salarié de la commune, grâce à l'opération menée par le Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA)<sup>1</sup>, Mustafa est très disponible et utilise l'ensemble de ses réseaux, y compris familiaux. En effet, les terres du douar appartenaient à son grand-père, et les habitants travaillaient tous pour celui-ci. Les oncles ont vendu leur part d'héritage, mais le père de Mustafa, toujours présent, continue à jouer le rôle d'intermédiaire entre l'administration et les résidents du douar. Comme Lotfi, Mustafa mobilise toutes ses ressources pendant les élections, et ce, aussi bien en faveur des militants de son parti que de personnes appartenant à d'autres formations politiques. En 1997, il a notamment assuré les voix de son douar à un candidat du parti communiste, le PPS ! Le pragmatisme, les appartenances multiples des militants du PJD sont amplifiés chez ceux qui ne sont pas structurés par une identification de type idéologique ou partisan.

### *Figures « apolitiques »*

Si j'ai accordé une place prépondérante aux parcours militants, qu'ils se situent dans le voisinage de l'extrême gauche ou de l'islamisme, c'est pour montrer toute leur variété, mais aussi pour donner à voir à travers ces séquences quelques éléments du puzzle politique marocain. Il n'en reste pas moins vrai que la position dominante, dans la masse des entretiens que j'ai réalisés depuis 1997, consiste à dénigrer toutes les formations partisanses. Cela commence par des énoncés à coloration individualiste, voire « familialiste », opposant implicitement « bonheur privé » et action partisane. Plus généralement, partis issus du mouvement national, organisations de l'extrême gauche, partis de l'administration, mouvements islamistes reconnus ou non

1. À la suite des émeutes de décembre 1990 et en pleine crise du Golfe, Hassan II hisse la question de l'emploi des jeunes diplômés au même niveau que la question du Sahara (discours du 2 janvier 1991). En février 1991, il crée le CNJA, chargé de favoriser l'intégration des diplômés au chômage.

sont renvoyés dos à dos. « Les discours sont différents et les pratiques semblables », est une formule récurrente. Matérialisme, arrivisme, individualisme seraient des traits qui caractériseraient toute la classe politique, voire l'être humain d'une manière générale. À un deuxième niveau, on retrouve une distinction entre partis de l'administration, d'une part, et partis du mouvement national et de gauche, d'autre part, mais ces derniers suscitent un profond dépit accentué par l'expérience de l'alternance qui s'est produite après les élections de 1997. Il leur est reproché d'être dévorés par la fragmentation et les luttes internes nourries par la poursuite d'intérêts particuliers, d'être coupés de leur base et de la réalité justement du fait de l'absence de travail de proximité et de l'enfermement des militants dans des bureaux. Tout cela aboutirait à une inflation verbale. Les productions discursives des dernières décennies ont causé une lassitude telle que les interviewés opèrent une disjonction absolue entre la personne autour de laquelle se construit le groupe et les idées de celle-ci. Paradoxalement, l'appartenance politique, les convictions idéologiques de celle-ci sont perçues comme quelque chose qui relèverait du privé, mais, peut-être, font-elles l'objet d'une forclusion, du fait même de leur accointance avec la scène publique officielle.

La quasi-unanimité qui se dégage dans l'évaluation des partis a son pendant dans la définition des problèmes. Il est certes reproché aux élites d'être éloignées du reste de la société, mais ni le « citoyen » (*monwatin*) qui n'est « pas au niveau », ni le « peuple » (*cha'b*), qualifié d'analphabète et d'immature, n'en sortent indemnes. On souligne souvent la similitude qui existe entre « ceux qui sont en haut » et « ceux qui sont en bas » : corruption, opportunisme, inconscience, absence de culture politique, déficience civique, autoritarisme n'épargneraient personne et cet état des choses faciliterait la tâche à ceux qui détiennent le pouvoir. Une telle vision conduit la majorité des interviewés qui se considèrent démocrates à juger avec amertume que le pays n'est pas mûr et qu'il faut favoriser des approches graduelles. Un seul portrait permet d'illustrer le rejet de l'arène politique instituée ou hors système.

Saad :  
un intermédiaire local incontournable

Saad est né à Hay B, à Casablanca en 1966, d'une mère casablancaise et d'un père maçon, originaire de Doukkala, décédé alors que l'enfant n'a que 4 ans. Il n'obtient pas son baccalauréat, mais décroche un diplôme professionnel. Chauffeur de bus, d'ambulance, puis de taxi, il finit par occuper un poste d'agent de bureau dans une agence immobilière. De 1994 à 2000, il est au chômage mais donne l'impression, de par son costume cravate et son activité locale intense, d'être un élu local ou un fonctionnaire de la commune. L'association Sabil qu'il fonde en 1994 est réputée dans le quartier. C'est même l'une des premières à avoir signé un accord de partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, dans le domaine de l'enseignement non formel visant l'intégration des 8-16 ans dans le circuit classique.

Saad se décrit comme un être particulièrement sociable et populaire. Enfant, il cultive déjà des relations dans toutes les ruelles du quartier.

« À l'époque, il y avait un phénomène propre aux quartiers populaires. Si tu habitais Derb [X.] et que tu voulais te rendre à Derb [Y.] ou Derb [Z.], les gars de Derb [W.], qui se trouvait entre les deux, t'accostaient et parfois t'agressaient. Moi, je cherchais à me faire des amis à Derb [W.], j'allais passer quatre mois chez l'un, j'allais tous les jours chez lui, pour que les gens me connaissent et ne m'attaquent pas. Et je faisais ça pour la plupart des rues. Jusqu'à maintenant, je suis connu dans toutes les rues. Disons que j'allais dans la même rue tout le temps pendant une période donnée (*tan'emmer ad-derb*). [...] Aujourd'hui, on peut dire que la politique de l'enfance a payé. » (Août 1998.)

Dès le début des années 1980, il fréquente la Maison de jeunes et participe à différentes actions associatives, éducatives et culturelles. Son travail au sein de l'agence immobilière, de 1989 à 1993, lui permet de nouer de nouvelles relations dans la commune, dans la préfecture, et au sein d'autres administrations. Il ne cesse d'étendre ses cercles d'interconnaissance pour devenir un intermédiaire quasi incontournable dans le quartier. Contre la corruption, il fait appel à eux lorsqu'il s'agit d'intervenir en faveur de ceux qui ont des problèmes de tous ordres : transfert scolaire, risque d'expulsion d'un logement... Très vite,

il apparaît comme une personne ressource en ce qui concerne les rendez-vous électoraux. En 1997, il dirige la campagne d'un candidat, issu du monde associatif national qui, sous les couleurs du PPS, parvient à faire une percée dans le quartier, « sans dépenser un centime ». Saad se mobilise pour lui, sans rien espérer en échange, parce qu'il croit en son intégrité, en son dévouement et en sa capacité à promouvoir l'intérêt général. Il apporte son soutien à un homme et non à une couleur politique.

« Lors des législatives, je me suis créé un parti pour moi. Je disais aux PPS : La seule chose qui m'unit à vous, c'est untel. Ce n'est pas le parti qui a eu ce bon résultat, c'est untel. C'est le seul endroit où l'on ne distribuait pas les appels du parti, on ne distribuait les imprimés que pour faire connaître la couleur. [...] Il aurait pu se présenter avec n'importe quel parti. » (Août 1998.)

Pour Saad, qui connaît bien les membres des structures locales des partis, il n'existe aucune différence entre un parti de l'administration et une organisation issue du mouvement national. Les groupes islamistes n'échappent pas à sa condamnation. Tout en étant « un musulman engagé individuellement », qui croit en la nécessité de préserver un lien entre le religieux et le politique, qui établit tout comme Khalil une équivalence entre démocratie et *choura* (consultation), il n'accorde aucun crédit à l'action islamiste. « Au niveau de la pratique, ils se ressemblent tous, ils n'ont pour souci que l'intérêt privé, que l'opportunisme et l'arrivisme. »

Il veille pourtant à cultiver des relations personnelles avec tout le monde. D'après ses dires, il joue à l'occasion le rôle de médiateur entre des militants appartenant à la même formation. Si certains ont cherché à le recruter, il a toujours opposé son refus. Il lui est arrivé de se présenter aux élections municipales, mais il a réalisé qu'un élu est dans une position inconfortable.

« Pour le citoyen, l'élu doit s'occuper de l'électricité, de l'eau, trouver du travail aux jeunes, ramener le certificat de résidence, payer les timbres de sa poche... Comme si l'élu m'avait adopté, que j'étais devenu son fils. Il faut qu'il paie pour moi. On demande après l'élu, lorsque quelqu'un est malade, emprisonné... C'est un poids trop lourd. Dans ma situation, c'est différent. On sait que j'ai des relations, on vient me voir, mais je n'ai aucune obligation. Je peux dire non sans problème. »

Dans ces circonstances, il demeure convaincu que l'action associative plurielle, ouverte à tous, est plus porteuse que l'action politique.

« C'est quelque chose que l'on peut davantage contrôler. Pour moi, quelqu'un qui se présente pour s'affilier à l'association, cela ne m'intéresse pas de savoir qu'il appartient à un parti ou à un autre, je ne vais pas le renvoyer pour autant. L'essentiel, c'est qu'il adhère aux objectifs de l'association, qu'il croit en ses principes : le bénévolat, l'éducatif, le culturel, une association pour tous, indépendante, que tout un chacun ait le droit d'exprimer son opinion. On peut inviter un docteur UC, l'essentiel, c'est qu'il n'utilise pas l'association comme un lieu pour vendre l'UC, qu'il traite un thème selon sa spécialité : lettres, droit ou autre chose. On peut avoir quelqu'un de l'USFP, du PJD. On traite avec eux au niveau de l'activité, on présente le nom du conférencier, le thème de son intervention, pas l'appartenance. »

Juste avant l'avènement du gouvernement d'alternance, il n'attend rien de l'arrivée aux affaires des partis d'opposition issus du mouvement national, mais dès la nomination à la primature de Abderrahmane Youssoufi, l'espoir qui se diffuse dans l'ensemble de la population le gagne. Au bout d'un an, alors que ses camarades commencent à manifester leur déception, il prêche la patience. Lorsque Mohammed VI est intronisé en 1999, il croit en lui à tel point qu'il considère qu'il faut que le souverain s'investisse personnellement et gouverne directement car, à ses yeux, il est devenu le seul personnage crédible au Maroc. Deux ans plus tard, s'évapore l'idée messianique qu'un homme à la tête du gouvernement ou du royaume puisse impulser le changement et bouleverser les règles du jeu ; ses convictions de départ, à savoir que seule l'action de proximité peut développer la citoyenneté et la démocratie à moyen et long terme, se voient confortées.

### *Des « nomadismes <sup>1</sup> » à la jonction des temporalités et des espaces*

Ces extraits de récits de vie donnent à voir la diversité des cheminements, y compris au sein des mêmes familles politiques. Cependant, à partir du constat de l'inefficacité de certaines pra-

1. Allusion au titre d'A. Melucci, *Nomads of the Present...*, *op. cit.*



tiques, s'opère la convergence vers un modèle d'action dont les maîtres mots sont : action de proximité sur la base du plus petit dénominateur commun. Dès lors, abstraction faite de la nature des orientations et des engagements, qu'est-ce que ces parcours nous apprennent sur le passage au politique ou sur l'évacuation de celui-ci par des acteurs qui, en général, appartiennent aux premières générations nées en ville et bénéficiaires de l'enseignement dit de masse ? Dans une région du monde qui a connu des transformations rapides tant au niveau de l'urbanisation<sup>1</sup> que de la transition démographique<sup>2</sup>, et où le fossé n'a cessé de se creuser entre, d'une part, les pères, élevés sous le Protectorat et majoritairement analphabètes, et les fils, bercés dans les mythes développementalistes de l'indépendance, par quelles courroies se fait la transmission des valeurs et des modes de perception du politique ? Dans une telle configuration, quel rôle peut jouer la famille ? À première vue, celui-ci est timide. Seuls quelques interviewés évoquent une plus ou moins politisation du père. Par contre, les frères, voire les sœurs aîné(e)s, prennent davantage les traits d'initiateurs aux univers politique, mais aussi culturel et artistique. Hamid illustre l'exemple d'une socialisation politique primaire assurée par le frère aîné, mais qui est demeurée vague en l'absence d'une identification à une tendance donnée. Il faut souligner, par ailleurs, que la carence constatée en amont, au niveau des repères et de l'héritage politiques, favorise la grande variété des orientations adoptées au sein de la fratrie. Un enquêté a dépeint les batailles auxquelles se sont livrées, autour du repas familial, ses quatre sœurs – deux féministes de gauche et deux militantes islamistes –, à propos du plan d'intégration de la femme<sup>3</sup> qui a donné lieu, en mars 2000, à deux

1. La population urbaine est passée de 20 % au début de l'indépendance, à 54 % à la fin des années 1990, soit 44 ans plus tard.

2. Voir, à ce sujet, l'ouvrage du démographe P. Fargues, *Génération arabes. L'alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 2000.

3. Ce plan a été proposé par le secrétaire d'État aux affaires sociales, Saïd Saadi, membre du PPS et soutenu par le mouvement des droits des femmes. Il a été considéré comme une atteinte à l'islam par des acteurs, entre autres islamistes. C'est le voler juridique des propositions qui a suscité le plus grand rejet : élévation de l'âge de mariage de 16 à 18 ans, mariage de la femme sans la présence obligatoire du tuteur légal, abrogation de la polygamie et de la répudiation, institution du divorce juridique, partage des biens acquis pendant le mariage suite au divorce...

manifestations simultanées l'une à Rabat, à l'instigation des promoteurs du projet, l'autre à Casablanca, condamnant la mise en œuvre de celui-ci. Est-ce à dire que les parents ne véhiculent rien dans une société où la famille reste la valeur prééminente, le premier fournisseur de services et de réseaux, l'ultime refuge<sup>1</sup> ? En réalité, la plupart des personnes interrogées relèvent leur rôle premier dans la perpétuation des normes éthiques et religieuses qui, lorsqu'elles cessent d'être imbriquées, sont remodelées. Droiture, générosité, souci d'autrui, dignité dans la pauvreté ou sensibilité artistique, ouverture d'esprit en dépit de l'analphabétisme : ce sont autant de qualités prêtées au père ou à la mère. Une formule est revenue fréquemment : « Nos parents sont illettrés, mais ils nous ont éduqués. » Souvent, comme dans le cas de Mustafa issu d'un milieu rural, ils diffusent le sentiment de peur à l'égard du Makhzen et de ses agents et, plus généralement, la méfiance à l'égard du politique, domaine réservé des puissants.

Dans ces circonstances, le processus de socialisation secondaire surgit au premier plan. Et c'est l'intrication entre réseaux, espaces et événements générateurs qui contribue à éclairer le fait que des acteurs passent à côté de certains lieux et moments fondateurs, ou les traversent sans s'y impliquer, alors que d'autres sont frappés de plein fouet. Seulement, il importe de relever que lycées, universités et, dans une certaine mesure, mosquées, usines, prisons se transfigurent au cours du temps, connaissent des phases de calme et d'effervescence, constituent le support matériel des effets de la conjoncture nationale (grèves, vague de répression...), voire transnationale (la guerre du Golfe étant le meilleur exemple), passent d'une hégémonie à l'autre. L'UNEM, le syndicat étudiantin, à gauche à l'indépendance, observe la percée de l'extrême gauche à partir des événements de 1965, les heures de gloire de celle-ci pendant les années 1970. La crise et la répression subies par la gauche, l'extrême gauche et l'UNEM se traduisent par un passage à vide au sein des campus, au cours des années 1980, jusqu'à ce que les groupes islamistes reprennent le flambeau, au début des années 1990, en gardant le label de l'UNEM. Il n'est pas moins utile de rappeler que, en dépit de

1. Voir R. Bourqia, M. El Harras, D. Bensaïd, *Jeunesse étudiante marocaine. Valeurs et stratégies*, Rabat, Publications de la Faculté des lettres et des sciences humaines de Rabat, 1995.

ces tendances générales, la géographie politique des campus demeure complexe. Au début des années 1980, Khalil est à l'université de Aïn Choq et regrette l'absence d'activisme étudiantin ; pourtant, il y rencontre des militants islamistes, qui n'ont pas encore la visibilité qu'ils acquièrent au début des années 1990. Pendant ce temps, Mamoun vit à l'université de Fès les derniers moments de l'hégémonie basiste.

Les « micro-événements » jouent un rôle tout aussi décisif dans la transformation des schèmes de perception, dans le « revirement » d'un itinéraire, comme dans le processus d'une adhésion idéologique à contre-courant (passer au marxisme, alors que l'université est dominée par les islamistes). Il s'agit de rencontres déterminantes (le professeur, le détenu politique croisé par Abdelghani...), de petits incidents (confrontation d'un ami avec les islamistes à la faculté, pour Lotfi) ou de profondes « ruptures biographiques <sup>1</sup> » (l'arrestation accidentelle de Abdelghani) <sup>2</sup>, autant de facteurs relevant de temps locaux qui tantôt accompagnent, tantôt contredisent les temps nationaux et mondiaux.

Les différents cercles et expériences, qui se croisent par moments, n'ont donc ni la même « saillance », ni le même poids d'un individu à l'autre. D'où l'importance de la prise en compte des liens multiples et de la « hiérarchie des identifications <sup>3</sup> », pour essayer de comprendre le processus d'un recrutement ou d'une défection, tout comme l'intensité et la durée d'un engagement, à partir de l'intégration des remodelages, des changements de forme et des réajustements que celui-ci peut subir. Qu'il

---

1. Johanna Siméant en donne la définition suivante : « deuils précoces et violents parmi les intimes, fait d'avoir risqué la mort, exclusion d'institutions (armées, partis...), actes de « trahison » de certains groupes d'appartenance, exils ou départs forcés du pays d'origine... ». (J. Siméant, « Entrer en humanitaire », dans « Devenir militants », *Revue française de science politique*, dossier cité, p. 52.) On peut ajouter la détention en rapport avec l'expression d'opinions et avec la participation à des actions et à des organisations de nature politique, que celle-ci ait été subie par l'acteur lui-même ou par ses proches.

2. Voir O. Carlier, *Entre nation et jibad*, *op. cit.*, p. 56-57. L'auteur montre que si le quartier et l'insertion dans des « sociabilités juvéniles » constituent un support important pour la mobilisation, la dimension affective, « l'accumulation des petites vexations de la vie quotidienne », un « choc personnel » sont tout aussi décisifs.

3. S. Stryker, « Symbolic interactionism : Themes and Variations », dans M. Roseberg, R. Turner, *Social Psychology : Sociological Perspectives*, New York, Basic, 1981, p. 23.

s'agisse de Hamid, l'ancien détenu marxiste, de Mamoun, le professeur d'université de la nouvelle gauche, de Abdelkader et de Mustafa, les militants du PJD, l'engagement durable au sein de la même tendance ou de la même nébuleuse peut se corrélér à une série continue d'inscriptions dans des lieux et des cercles de socialisation complémentaires qui se consolident mutuellement. Mamoun a fréquenté le lycée et le ciné-club dominés par l'esprit des années 1970, la faculté au début des années 1980, sous la houlette des basistes ; dans les années 1990, il s'est affilié au syndicat des enseignants du supérieur, la SneSup, détenu par la gauche et la « nouvelle gauche », ainsi qu'à des associations dans la mouvance de celles-ci. Son itinéraire semble typique de celui d'une génération de militants qui investissent un nouvel espace, à chaque fois qu'ils sont chassés du précédent. Mustafa suit quasiment le même parcours, mais au sein des cercles islamistes, et avec un petit décalage de cinq ans : il se joint à un groupe d'élèves islamiques au collège, au lycée et à la faculté, puis intègre la hiérarchie du mouvement Réforme et Renouveau et devient membre de différentes associations qui ne sont pas toutes sous la bannière des islamistes. Le « multipositionnement <sup>1</sup> » relève d'une stratégie de l'organisation d'appartenance (pour Abdelkader et Mustafa), ou d'un sentiment d'obligation (évoqué par Mamoun). La courte durée de l'engagement correspond parfois à la période d'inscription dans un lieu. Lotfi était avec les islamistes tant qu'ils étaient présents à la mosquée et tant qu'il fréquentait celle-ci. Il en est de même pour l'activisme lié à un statut donné, étudiantin par exemple. L'engagement s'interrompt lorsque le relais n'est pas pris par d'autres cercles. La circulation entre groupes et espaces, d'orientations différentes, favorise aussi les expériences directes, erratiques, volatiles, avec des transhumances paradoxales d'un camp à l'autre, comme l'illustre bien le passage de Lotfi de l'islamisme au collège, à l'extrême gauche à l'université.

La question de la répression apparaît en filigrane dans presque tous les parcours, que celle-ci ait été vécue directement ou indirectement. Ses effets sont à géométrie variable <sup>2</sup>. Certains sont immédiats et se traduisent par la radicalisation ou la temporisa-

---

1. Cécile Péchu utilise ce concept dans sa contribution « Générations militantes à Droit au logement », art. cité, p. 76.

2. À ce sujet, voir notamment K. D. Opp, W. Roehl, « Repression, Micro-mobilization, and Political Protest », art. cité.



tion, la marginalisation et l'émiettement ou l'accroissement du crédit du mouvement. Cela implique aussi la disparition de ceux qui en font l'objet d'un paysage donné : mosquée, lycée, université, usine... À ce moment-là, on assiste à la rupture de la chaîne de transmission. L'UNEM en fournit un bon exemple : l'affaiblissement de la gauche et de l'extrême gauche, les crises internes qui suivent la vague d'arrestations, du milieu des années 1970, puis de 1984, facilitent le développement des islamistes, même si ces derniers perpétuent, d'une certaine manière, les structures d'action et les modes de recrutement de leurs aînés, avant de subir à leur tour les sévices du Makhzen, dès le début des années 1990, pour enfin s'initier à la problématique des droits humains, qui cesse peu à peu d'être le domaine réservé de la gauche et de l'extrême gauche. À moyen et long terme, la répression occasionne une véritable reformation des identités individuelles et de groupe sur la base d'un processus de décomposition/recomposition, d'une redéfinition des stratégies et des alliances. Plus que tout, les cohortes « mises en disponibilité » pendant leur incarcération, réinvestissent souvent, à leur sortie de prison, le champ politique, en s'ajustant aux nouveaux contextes nationaux et transnationaux. Elles nourrissent les dynamiques qui ont contribué à l'élargissement d'un grand nombre de détenus politiques, en renforçant les rangs des mouvements des droits humains et plus généralement de l'ensemble du nouveau cycle associatif enclenché dès la fin des années 1980.

Ces parcours permettent ainsi de saisir les transhumances des acteurs à travers des lieux qui se transfigurent dans le temps, mais aussi parfois à travers des familles politiques, des formes d'engagement, de « retraits » et de « retours »... Observer simultanément le déroulement d'itinéraires que l'on a tendance à opposer donne par ailleurs l'occasion d'entrevoir des parallélismes, des interactions entre les militantismes, voire une circulation des répertoires d'action. En effet, les stratégies protestataires se modifient et s'ajustent en relation avec toute une série de facteurs d'ordre national, régional, transnational, avec des dimensions liées tout autant au rétrécissement qu'à l'ouverture des opportunités. Si, dans le Maroc des années 1960 et 1970, la violence a été envisagée comme un mode d'agir politique quasi légitime par des protagonistes localisés dans une pluralité de secteurs (monarchie, armée, gauche, extrême gauche, islamistes...), une trentaine d'années plus tard d'autres modalités d'action et d'interaction ont émergé.

La convergence d'autant de parcours vers le secteur associatif de quartier, si elle s'inscrit dans la même structure des opportunités, n'en dévoile pas moins une grande hétérogénéité au niveau des motivations. Au sein d'une association donnée, les définitions de l'action par les différents membres sont variables, parfois contradictoires : forme renouvelée de l'action révolutionnaire (pour Hamid) ; « lieu d'apparition d'un pouvoir oublié <sup>1</sup> », champ alternatif à la scène politique décrédibilisée, décomposée, « bouchée », « souillée » (Mamoun) ; point de départ de l'ouverture sur la société, espace intermédiaire pour se faire reconnaître et s'approprier (Abdelkader et les islamistes du PJD) ; cadre pour le bénévolat, l'action sociale et culturelle ; base pour la constitution d'une citoyenneté résidentielle... Les motivations subjectives sont tout aussi diverses : on est dans l'association pour se réaliser, se former, rompre son isolement, rendre service, développer un rôle social...

Du fait même de la dimension locale de l'action, un des éléments clés permettant la matérialisation de la convergence de ces parcours autour d'actions communes est l'inscription des acteurs dans des espaces sociaux. Les membres associatifs interviewés appartenant à la même association partagent un ou plusieurs cercles. Les groupes évoqués sont de nature familiale, voire ethnique (les Berbères ou les Sahraouis d'un même endroit). Les amis communs jouent un rôle fondamental dans la diffusion de l'information, la recommandation d'une association ou de son président. Les enseignants constituent à nouveau un groupe de référence très influent. La capacité de mobilisation de Abdelkader à Hay A a été fortement corrélée à la réputation de « professeur modèle » qu'il s'est forgée et dont se sont fait l'écho ses élèves auprès de leur famille, de leurs relations amicales ou de voisinage. Il arrive aussi que la prédominance d'une catégorie socioprofessionnelle au sein d'une association fonctionne comme un label de qualité et attire ainsi d'autres membres s'y reconnaissant. Un professeur de gymnastique de Hay B explique qu'il a choisi d'adhérer à l'association Sabil parce qu'il a constaté qu'elle comprenait plusieurs de ses collègues qu'il ne connaissait pas nécessairement. Cependant, la dimension la plus importante se situe au

1. Hannah Arendt définit l'espace public dans ce sens (*Sur la violence*, Paris, Agora, 1989).

niveau de l'effet de génération qui se cristallise souvent à partir d'expériences partagées à l'intérieur de certaines localisations.

Les relations de voisinage sont fondamentales pour les trois associations observées, mais chacune de ces dernières dispose de ses propres sites. Le coin de rue <sup>1</sup> est un lieu de rassemblement privilégié entre les personnes appartenant à la même génération. La forte homogénéité des acteurs qui ont constitué le premier noyau dur de l'association Tariq à Hay A, dès 1997, est le fruit d'une très faible mobilité résidentielle, d'une cohabitation dans la ruelle qui remonte à la naissance, aux rassemblements continus dans le même coin de rue, à l'osmose qui, selon leurs dires, existait déjà entre leurs propres parents et qui a dissout jusqu'aux différences régionales. Ils font preuve d'une grande capacité de mobilisation collective, fondée sur l'esprit d'appartenance à la rue, voire au secteur. Ils ont l'habitude, d'après leurs témoignages, de « régler leurs problèmes tous seuls », de « se prendre en charge », d'imposer leur propre ordre à la rue. La topographie des lieux a contribué à la formation et à la cristallisation de cette identité de groupe. Du fait de leur proximité des sièges de l'arrondissement, de la commune et de la Maison de jeunes, ils ont été très politisés depuis leur enfance.

La fréquentation du même établissement scolaire, le chemin parcouru quotidiennement à pied, pour s'y rendre, suscitent de la même manière une interconnaissance qui se chevauche par moment avec les autres types de relations. L'association de Hay B a été jusqu'à emprunter le nom du collègue qui est l'ancien nom du quartier. Dans ce cas, la référence est abstraite. L'attente de l'autobus pour se rendre à l'université crée aussi des liens. C'est à partir de là que des étudiants se « reconnaissent » comme étant dans la même faculté et du même quartier. Dans les débuts des expériences, l'épicerie du coin, le café, le salon de coiffure — des espaces « dérobés <sup>2</sup> » — servent de lieux de rencontre, de recrutement et de gestation. La mosquée est souvent évoquée par les membres des associations à noyau dur pieux. Enfin, les Maisons de jeunes, les complexes culturels, les instituts où se donnent des conférences constituent un autre type de cercles de reconnaissance. Les personnes de notre échantillon, actives dans le domaine culturel, visibles par leurs publications dans la presse

1. Voir, à ce sujet, F. Whyte William, *Street Corner Society*, *op. cit.*

2. Selon la formulation de O. Carlier, *Entre nation et Jihad*, *op. cit.*

nationale, comme Abdelkader ou Mamoun, ont été sollicitées par des « jeunes instruits » du quartier pour mener une action sur le plan local, de manière à faire profiter de leurs compétences leur propre environnement.

Les expériences communes constituent un autre soubassement des cercles de reconnaissance. Appartenance précédente à des clubs sportifs, à des associations agissant dans le domaine de l'enfance ou encore à des amicales de football. Des sous-groupes de jeunes réunissent des amis qui ont mené ensemble un certain nombre d'actions. Ils collectent régulièrement de l'argent pour venir en aide à des malades, à des personnes en situation difficile, pour la fête du sacrifice... Il arrive que l'on observe une jonction entre plusieurs cercles. À Hay A comme à Hay B, certaines associations ont pour composante des sympathisants ou des militants d'une même mouvance — islamiste, de gauche ou d'extrême gauche —, qui se rencontrent régulièrement dans les lieux de prédilection de ces courants. L'interconnaissance réalisée au sein de la nébuleuse précède parfois la découverte d'une appartenance commune à la même localité.

Dans les trois cas étudiés, la nature des liens préexistants varie d'une expérience à l'autre, voire au sein de la même association sur une durée déterminée. L'association Tariq, à Hay A, présente, au début de son existence, l'exemple le plus poussé de relations anciennes très fortes. Le premier bureau est dominé par l'esprit de corps émanant d'une ruelle. Lors de l'élection du second bureau, les éléments représentant ce coin de rue ont tous fait défection, sans que les autres membres aient réussi à en connaître la raison. La composition du nouveau bureau s'est diversifiée. Parmi les résidents du quartier qui se sont affiliés à Tariq, certains ont été attirés par la médiatisation des actions de l'association, d'autres ont été entraînés du fait de leur proximité avec l'un des membres. En outre, un nouveau sous-groupe s'est constitué. Il s'agit des amis de l'association, des membres honorifiques qui n'habitent pas le secteur, mais qui apportent leur soutien actif. Les adhérents de cette seconde vague se recrutent notamment dans les cercles militants ou sympathisants de la nouvelle gauche. Ils sont beaucoup plus structurés idéologiquement, et ont souvent un passé politique (détention dans le cadre des événements du 20 juin 1981 comme Abdelghani, relation conjugale avec d'anciens détenus d'extrême gauche...). Leur intégration au sein de l'association contribue à appuyer

l'inflexion donnée aux activités de Tariq (sensibilisation aux droits des femmes et aux valeurs civiques, soutien aux victimes de la répression).

À Nour, les membres proviennent d'horizons différents. Ils se connaissaient rarement avant les élections de 1997 ou avant leur affiliation à l'association. Comme dans le cas du groupe fondateur de Tariq, ils ont pour point commun le fait d'avoir soutenu au cours des campagnes électorales le candidat devenu président de l'association. Le nouveau cercle rassemble ainsi des sympathisants ou militants islamistes et des non-islamistes qui voient d'un mauvais œil l'interférence du religieux dans les affaires politiques, des personnes ayant une expérience politique ou syndicale et des individus qui refusent de s'investir dans le champ politique.

Les bureaux consécutifs de l'association Sabil ont observé la succession de sous-groupes issus de cercles variés, non sans relation avec ceux à travers lesquels le président se meut. Au tout début, des membres berbéristes se sont joints à l'expérience. Ensuite, et par des cheminements divers, le cercle « islamique » s'est renforcé au sein de l'association en se chevauchant tantôt avec le groupe des enseignants, tantôt avec celui de tous ceux qui sont exclusivement attirés par la dimension culturelle et artistique de Sabil. Le contact avec l'association s'est établi soit à travers le réseau relationnel des uns et des autres, soit dans le cadre de la Maison des jeunes, soit à l'occasion des manifestations culturelles et artistiques de Sabil. En réalité, ce sont moins les liens préexistants qui sont en amont du recrutement, que les différents labels de qualité que l'association a acquis à travers ses actions et ses adhérents.

L'arrivée individuelle ou par « clique » se réalise donc par des voies, des réseaux variés, et conditionne en partie les départs qui se font parfois de manière groupée. Il arrive néanmoins que des membres trouvent un intérêt dans les activités de l'association et adhèrent suffisamment au nouveau cercle de reconnaissance constitué au sein de celle-ci pour y rester en dépit du retrait du groupe avec lequel ils l'ont intégré. La multiplicité des cercles de provenance, la pluralité des motivations des membres actifs reflètent en outre une grande hétérogénéité politique, et se traduisent par le syncrétisme qui caractérise souvent la nature et le contenu des activités. La diversité se retrouve aussi bien au niveau référentiel que dans une démarche qui cumule au moins, dans les associations Sabil et Nour, l'éthique de la bienfaisance et

le souci de développement de la société. Les adhérents des trois associations puisent alternativement, et parfois en même temps, aussi bien dans le référentiel « droits de l'homme », « société civile », que dans celui du religieux. Dans ces conditions, le rôle du leadership est fondamental.

La mobilisation des engagements se produit certes lors de moments fondateurs et, plus ou moins, à partir de liens préexistants inscrits dans des espaces sociaux ; toutefois, ce sont des « personnages-ponts <sup>1</sup> », au rôle stratégique et aux appartenances multiples, qui articulent les différents registres, élaborent de nouveaux cercles de reconnaissance, opèrent la jonction entre les sous-groupes et les échelles, arbitrent les crises internes. Reste à savoir sur quelles bases ils font de telles réalisations. Les trois présidents ont cherché à rassembler autour du plus petit dénominateur commun : le bien collectif que représente le quartier. À partir de là, il peut s'agir de mener des actions sociales dans l'esprit de la bienfaisance, de développer les valeurs citoyennes, ou de constituer un contre-pouvoir. Abdelkader et Hamid, étiquetés idéologiquement, ont veillé à mobiliser au-delà de leur bassin de recrutement « naturel » (islamisme ou nouvelle gauche). Ils y sont parvenus grâce à leur crédit personnel et en dépit de leur « marquage ». Leur expérience politique et leur rayonnement national n'ont joué en leur faveur que dans la mesure où ils ont été jugés comme des ressources susceptibles d'être mises au service de la communauté locale. Par contre, sont soulignés des facteurs comme l'appartenance au quartier (*weld ad-derb* : l'enfant de la ruelle), la crédibilité, la confiance inspirée, la disponibilité, le dévouement, l'instruction en ce qui concerne Abdelkader, et l'audace dans le cas de Hamid. Quant à Saad, face à des membres plus dotés que lui, au niveau et des diplômes et du statut professionnel, il s'est distingué par des caractéristiques similaires à celles des fondateurs de Tariq et de Nour : ancrage local, très grande disponibilité, extension des réseaux. En outre, il s'est imposé en tant que médiateur avec un élu, très visible dans le champ de la « société civile ». Saad achemine les demandes des habitants du quartier vers le député, ou règle au nom de celui-ci les différents problèmes pour lesquels on sollicite un représentant du peuple. En retour, ce dernier fait bénéficier l'association de son expertise, de son statut, comme de ses

1. A. Mische, « Projects, Identities and Social Networks... », art. cité, p. 21.

réseaux nationaux et internationaux. On assiste ainsi à l'articulation de deux types de médiation, l'une ascendante et l'autre descendante<sup>1</sup>. Celles-ci sont dédoublées dans le cas de Sabil et incarnées par une seule personne dans les deux autres associations.

Répression, cooptation, fragmentation de la scène politique ont suscité un vide dans la médiation – quasiment constitutif de la relation de type populiste du roi et de ses sujets –, ont favorisé les problèmes de repérage, de brouillage idéologique et de dépolitisation. Le développement du tissu associatif, à partir de la brèche ouverte à la fin des années 1980, se fait d'abord sur la base de l'éviction de la « politique instituée » délégitimée, et se construit comme alternative aux partis et autres mouvements politiques. Comme si la médiation ne pouvait se faire que sur la base d'une désidéologisation des enjeux et d'une recherche de consensus, à partir de la valorisation du « petit », du « concret », du « ponctuel ». Cela n'empêche ni la jonction épisodique entre les deux univers – pendant les élections locales par exemple –, ni l'investissement de ces groupes de la « société civile », soit par des acteurs reconvertis ou multipositionnés, soit par des mouvements politiques cherchant à se ressourcer, à élargir leurs bases, à bénéficier des accès ouverts par ces nouveaux créneaux.

Les écueils sont la faiblesse en termes de structure organisationnelle de ces associations qui ne peuvent se substituer au politique, mais aussi la grande fluidité, la volatilité des membres ainsi que la personnalisation accrue des leaderships. Dans ces conditions, la mobilisation est discontinue et les crises internes révèlent des clivages non sans relation avec les destinées hétérogènes des acteurs composant les collectifs. On peut toutefois inverser la perspective en relevant que la réussite et la prégnance mêmes d'un tel modèle d'engagement proviennent de l'affinité de celui-ci avec l'orientation syncrétique et les attentes entre autres d'action concrète et de proximité exprimées à la base. Cette nébuleuse apparaît comme un lieu de socialisation, voire de réconciliation avec l'action collective, un nouveau point de départ pour la gestation et la recomposition de l'espace public.

Mounia BENNANI-CHRAÏBI

1. Voir J.-P. Bras, « À la recherche des élites locales », dans *État : espace et pouvoir local*, Rabat, Guessous, 1991.





Ce livre montre qu'il n'existe pas de différence fondamentale entre les mouvements protestataires dans les sociétés musulmanes et ceux qui surviennent ailleurs. On y traite cependant d'islam et d'islamisme, tantôt sous les feux de la rampe, tantôt dissimulés en creux. On y rencontre également des hommes et des femmes, des militants des droits de l'homme, des acteurs associatifs. On traverse des espaces sacrés, on sillonne des rues en ébullition.

Les auteurs sont à l'écoute d'une pluralité de langages et de silences. Ils s'intéressent aux petits îlots de résistance à l'avenir incertain, mais aussi aux protestations organisées et plus visibles.

Les questions de la protestation et de la résistance sont au coeur de l'étude : à travers quels réseaux, quels espaces et quelles pratiques quotidiennes se creusent les voies de la contestation ? Comment se configurent les parcours individuels et les générations militantes, les stratégies des organisations, tant au niveau national que transnational ?

Par sa réflexion sur le partage entre « conduites infra-politiques » et action organisée, mouvements religieux et mouvements politiques, réseaux informels et processus de mobilisation, au Maroc, en Égypte, en Iran, en Irak ou en Palestine, ce livre contribue à réduire certains angles morts dans l'étude des mouvements sociaux.

*ONT CONTRIBUÉ À L'OUVRAGE : Fariba Adelkbab, Mounia Bemmami-Chraïbi, Laetitia Bucaille, Raffaele Cattedra, Dina El Khawaga, Olivier Fillieule, M'hammed Idrissi Janati, Charles Kurzman, Françoise Rigaud, Diane Singerman.*




9 782724 608908

janvier 2003

prix : 32 €

ISBN 2-7246-0890-9

 949 789.6